

Appendices

TABLE DES MATIÈRES

- A. Statistiques opérationnelles
- B. Projets approuvés au titre des contributions volontaires
- C. Assistance technique aux pays les moins avancés
- D. Fonds non réservés à des fins spécifiques : montants nets approuvés et dépenses en 2024
- E. Programme de partenariat pays (PCP) : éléments à retenir de PCP en cours de mise en œuvre et en cours de programmation
- F. Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels
- G. Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2024
- H. Présentations/séminaires de promotion organisés par les bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2024
- I. Représentation hors Siège
- J. Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI
- K. Perfectionnement du personnel
- L. Statistiques industrielles
- M. Budgétisation axée sur les résultats : indicateurs de résultats

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

APPENDICE A

STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES

Liste des tableaux

- 1A. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique de 2021 à 2024, par partenaire financier
- 1B. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2024, par partenaire financier
2. Activités de coopération technique : montant net des crédits approuvés au titre des projets et dépenses de 2021 à 2024
- 3A. Activités de coopération technique : montant net des projets/subventions approuvés en 2023 et 2024, par partenaire financier
- 3B. Activités de coopération technique : montant net des projets approuvés en 2024, par partenaire financier et par région
4. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2023 et 2024, par partenaire financier et par élément de projet
5. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2024, par domaine d'activité et par région
6. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique de 2021 à 2024, par région
7. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2024, par région

Tableau 1A
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a de 2021 à 2024,
par partenaire financier
(En milliers de dollars É.-U.)

	2021	2022	2023	2024	%
<i>Grand partenaire financier</i>					
États Membres ^b	65 450	62 554	76 071	98 866	34,0 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	44 485	45 457	57 332	64 489	22,1 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	34 517	34 530	44 146	57 307	19,7 %
Union européenne (UE)	19 134	17 111	22 887	20 956	7,2 %
Autres pays ^c	4 574	5 227	3 757	28 789	9,9 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	4 396	5 746	5 678	6 110	2,1 %
Organismes des Nations Unies ^e	5 451	7 661	9 490	7 372	2,5 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	1 391	1 977	5 799	7 319	2,5 %
Total	179 398	180 263	225 160	291 208	100,0 %

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Dont entités non gouvernementales.

Tableau 1B
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2024,
par partenaire financier
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>États Membres^b</i>		<i>%</i>
Allemagne	9 833	3,4 %
Arabie saoudite	195	0,1 %
Autriche	1 076	0,4 %
Bahreïn	1 860	0,6 %
Bangladesh	(20)	0,0 %
Bulgarie	2	0,0 %
Burkina Faso	(1)	0,0 %
Chine	8 493	2,9 %
Colombie	249	0,1 %
Éthiopie	954	0,3 %
Fédération de Russie	2 837	1,0 %
Finlande	1 550	0,5 %
Inde	549	0,2 %
International ^c	286	0,1 %
Iran (République islamique d')	(2)	0,0 %
Italie	9 952	3,4 %
Japon	39 558	13,6 %
Maroc	769	0,3 %
Monaco	38	0,0 %
Mongolie	(40)	0,0 %
Nigéria	277	0,1 %
Norvège	4 439	1,5 %
Pays-Bas (Royaume des)	23	0,0 %
Pérou	(2)	0,0 %
Pologne	17	0,0 %
République de Corée	2 031	0,7 %
Sao Tomé-et-Principe	61	0,0 %
Slovénie	167	0,1 %
Suède	4 824	1,7 %
Suisse	8 439	2,9 %
Suriname	26	0,0 %
Tchéquie	3	0,0 %
Timor-Leste	380	0,1 %
Venezuela (République bolivarienne du)	43	0,0 %
	98 866	34,0 %

<i>États Membres^b</i>		<i>%</i>
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	64 489	22,1 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	20 956	7,2 %
Union européenne (UE)	57 307	19,7 %
Autres pays^d		
Australie	150	0,1 %
Belgique	1 418	0,5 %
Canada	3 306	1,1 %
États-Unis d'Amérique	2 073	0,7 %
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	21 842	7,5 %
	28 789	9,9 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA^e	6 110	2,1 %
Organismes des Nations Unies^f	7 372	2,5 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé^g	7 319	2,5 %
Total	291 208	100,0 %

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Projets interrégionaux, régionaux et mondiaux.

^d Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^e RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^f Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^g Dont entités non gouvernementales.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 2
Activités de coopération technique^a : montant net des crédits approuvés au titre des projets et dépenses de 2021 à 2024
(En millions de dollars É.-U.)

	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
	<i>Total</i>				<i>États Membres^b</i>				<i>Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</i>				<i>Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal</i>			
	<i>Union européenne (UE)</i>				<i>Autres pays^c</i>				<i>Programme ordinaire de coopération technique et RSA^d</i>				<i>Organismes des Nations Unies^e</i>			
Report des crédits non utilisés	348,5	366,4	386,2	402,3	95,4	102,2	102,5	105,0	151,8	153,2	164,9	168,0	43,4	47,0	48,6	55,0
Montant net des crédits approuvés pour l'année	197,3	200,0	241,3	350,3	72,3	62,8	78,6	139,7	45,9	57,2	60,4	42,4	22,7	18,7	29,3	45,1
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	545,8	566,4	627,5	752,6	167,7	165,0	181,1	244,7	197,7	210,4	225,3	210,4	66,1	65,7	77,9	100,1
Dépenses	179,4	180,3	225,2	291,2	65,5	62,6	76,1	98,9	44,5	45,5	57,3	64,5	19,1	17,1	22,9	21,0
Crédits non utilisés à reporter	366,4	386,1	402,3	461,4	102,2	102,4	105,0	145,8	153,2	164,9	168,0	145,9	47,0	48,6	55,0	79,1
Report des crédits non utilisés	35,7	40,6	47,9	49,4	7,6	4,9	4,3	8,5	5,8	8,2	6,6	6,0	7,4	9,2	8,0	6,2
Montant net des crédits approuvés pour l'année	39,4	41,9	45,6	65,6	1,9	4,6	8,0	27,2	6,8	4,1	5,1	6,2	7,2	6,5	7,7	12,5
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	75,1	82,5	93,5	115,0	9,5	9,5	12,3	35,7	12,6	12,3	11,7	12,2	14,6	15,7	15,7	18,7
Dépenses	34,5	34,5	44,1	57,3	4,6	5,2	3,8	28,7	4,4	5,7	5,7	6,1	5,4	7,7	9,5	7,4
Crédits non utilisés à reporter	40,6	48,0	49,4	57,7	4,9	4,3	8,5	7,0	8,2	6,6	6,0	6,1	9,2	8,0	6,2	11,3

	2021	2022	2023	2024
	<i>Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé^f</i>			
Report des crédits non utilisés	1,4	1,1	3,4	4,2
Montant net des crédits approuvés pour l'année	1,1	4,2	6,6	11,6
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	2,5	5,3	10,0	15,8
Dépenses	1,4	2,0	5,8	7,3
Crédits non utilisés à reporter	1,1	3,3	4,2	8,5

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de dépenses et 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Dont entités non gouvernementales.

Tableau 3A
Activités de coopération technique^a : montant net des projets/subventions approuvés en 2023 et 2024, par partenaire financier
 (En milliers de dollars É.-U.)

<i>Grand partenaire financier</i>	<i>Nouveaux projets/subventions approuvés</i>			<i>Projets/subventions révisés</i>			<i>Montant total net des projets/subventions approuvés/révisés</i>	
	<i>Nombre de projets/subventions</i>	<i>Montant des projets/subventions</i>	<i>Montant moyen des projets/subventions</i>	<i>Nombre de projets/subventions</i>	<i>Montant des révisions</i>	<i>Montant moyen des révisions</i>		<i>%</i>
2024								
États Membres ^b	73	113 943	1 561	298	25 722	86	139 665	39,9 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	43	45 259	1 053	170	(2 889)	(17)	42 370	12,1 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	85	45 909	540	284	(860)	(3)	45 049	12,9 %
Union européenne (UE)	7	14 564	2 081	43	51 084	1 188	65 648	18,7 %
Autres pays ^c	5	2 547	509	14	24 686	1 763	27 233	7,8 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	66	4 864	74	150	1 304	9	6 168	1,8 %
Organismes des Nations Unies ^e	12	8 890	741	33	3 666	111	12 556	3,6 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	14	6 498	464	43	5 106	119	11 604	3,3 %
Total	305	242 474	795	1 035	107 819	104	350 293	
2023								
États Membres ^b	59	52 729	894	311	25 892	83	78 621	32,6 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	28	50 055	1 788	174	10 388	60	60 443	25,1 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	98	31 372	320	288	(2 041)	(7)	29 331	12,2 %
Union européenne (UE)	8	7 377	922	38	38 235	1 006	45 612	18,9 %
Autres pays ^c	3	4 894	1 631	16	3 071	192	7 965	3,3 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	46	3 706	81	151	1 329	9	5 035	2,1 %
Organismes des Nations Unies ^e	4	1 569	392	41	6 121	149	7 690	3,2 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	17	5 683	334	36	879	24	6 562	2,7 %
Total	263	157 385	598	1 055	83 874	80	241 259	

- ^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.
- ^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).
- ^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).
- ^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.
- ^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.
- ^f Dont entités non gouvernementales.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 3B
Activités de coopération technique^a : montant net des projets approuvés en 2024, par partenaire financier et par région
 (En milliers de dollars É.-U.)

<i>Grand partenaire financier</i>	<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)^a</i>	<i>États arabes d'Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>	<i>États arabes d'Asie occidentale</i>	<i>Europe et Asie centrale</i>	<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	<i>Projets mondiaux et interrégionaux^a</i>	<i>Total</i>
États Membres ^b	20 996	405	8 331	2 508	23 093	4 701	79 631	139 665
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	8 606	305	18 254	633	123	2 455	11 994	42 370
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	4 261	7 679	8 797	5 532	4 102	14 678	-	45 049
Union européenne (UE)	17 115	3 224	20 457	792	1 952	2 308	19 800	65 648
Autres pays ^c	1 840	477	1 259	-	-	-	23 657	27 233
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	1 303	31	321	279	255	132	3 847	6 168
Organismes des Nations Unies ^e	1 199	1 383	552	73	1 239	7 014	1 096	12 556
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	5 238	1 001	(3)	(310)	-	305	5 373	11 604
Total	60 558	14 505	57 968	9 507	30 764	31 593	145 398	350 293
Total (Afrique)	75 063							
Total (États arabes)	24 012							

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Dont entités non gouvernementales.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

*Tableau 4
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2023 et 2024, par partenaire financier et par élément de projet
(En milliers de dollars É.-U.)*

<i>Grand partenaire financier</i>	<i>Personnel engagé au titre des projets</i>	<i>Sous-traitance, partenariats et subventions^g</i>	<i>Bourses et formation</i>	<i>Matériel</i>	<i>Divers</i>	<i>Total</i>
2024						
États Membres ^b	41 462	44 044	3 938	5 977	3 445	98 866
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	7 162	54 907	611	1 460	349	64 489
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	5 972	11 179	1 099	2 382	324	20 956
Union européenne (UE)	23 728	22 545	3 273	6 091	1 670	57 307
Autres pays ^c	3 357	24 993	189	60	190	28 789
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	5 039	379	557	13	122	6 110
Organismes des Nations Unies ^e	2 384	3 950	433	363	242	7 372
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	3 158	3 158	345	323	335	7 319
Total	92 262	165 155	10 445	16 669	6 677	291 208
%	31,7 %	56,7 %	3,6 %	5,7 %	2,3 %	
2023						
États Membres ^b	41 382	18 270	6 447	7 153	2 819	76 071
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	7 840	27 807	595	994	20 096	57 332
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	6 002	10 567	452	5 645	221	22 887
Union européenne (UE)	21 198	13 157	2 364	5 650	1 777	44 146
Autres pays ^c	1 781	1 764	123	48	41	3 757
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	4 428	651	446	-	153	5 678
Organismes des Nations Unies ^e	3 017	5 155	531	511	276	9 490
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	2 243	2 982	486	38	50	5 799
Total	87 891	80 353	11 444	20 039	25 433	225 160
%	39,0 %	35,7 %	5,1 %	8,9 %	11,3 %	

- ^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.
- ^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).
- ^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).
- ^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.
- ^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.
- ^f Dont entités non gouvernementales.
- ^g À compter de 2024, les partenariats et les subventions sont pris en compte.

Tableau 5
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2024, par domaine d'activité et par région
(En milliers de dollars É.-U.)

	<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)</i>	<i>États arabes d'Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>	<i>États arabes d'Asie occidentale</i>	<i>Europe et Asie centrale</i>	<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	<i>Projets mondiaux et interrégionaux</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
Prosperité partagée grâce à l'industrie	22 586	6 947	5 563	735	954	1 102	2 147	40 034	13,7 %
Compétitivité économique	15 540	2 167	12 711	2 856	9 653	4 065	37 385	84 377	29,0 %
Industrie écologiquement viable	31 481	8 181	36 418	2 272	8 512	14 013	45 292	146 169	50,2 %
Services transversaux	2 398	98	6 809	1 032	558	412	9 321	20 628	7,1 %
Total	72 005	17 393	61 501	6 895	19 677	19 592	94 145	291 208	
Total (Afrique)	89 398								
Total (États arabes)	24 288								

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

Tableau 6
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a de 2021 à 2024, par région
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Région</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>
Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)				
Projets de pays	40 267	41 415	55 731	62 739
Projets régionaux	3 492	6 192	5 775	9 266
Total partiel	43 759	47 607	61 506	72 005
États arabes d'Afrique				
Projets de pays	16 568	14 941	19 744	17 393
Projets régionaux	7	769	-2	
Total partiel	16 575	15 710	19 742	17 393
Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)				
Projets de pays	41 622	33 626	41 933	58 825
Projets régionaux	2 495	987	342	2 676
Total partiel	44 117	34 613	42 275	61 501
États arabes d'Asie occidentale				
Projets de pays	6 002	8 741	8 445	6 496
Projets régionaux	374	468	1 391	399
Total partiel	6 376	9 209	9 836	6 895
Europe et Asie centrale				
Projets de pays	9 764	11 875	12 071	17 483
Projets régionaux	365	755	494	2 194
Total partiel	10 129	12 630	12 565	19 677
Amérique latine et Caraïbes				
Projets de pays	16 418	20 772	29 366	19 117
Projets régionaux	3 267	2 008	531	475
Total partiel	19 685	22 780	29 897	19 592
Projets mondiaux et interrégionaux	38 757	37 714	49 339	94 145
Total	179 398	180 263	225 160	291 208

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

Tableau 7
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2024, par région
(En milliers de dollars É.-U.)

	Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)		États arabes d'Afrique		Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)		États arabes d'Asie occidentale		Europe et Asie centrale		Amérique latine et Caraïbes		Projets mondiaux et interrégionaux		Total	
		%		%		%		%		%		%		%		%
A. Par grand partenaire financier																
États Membres ^b	21 053	29,2 %	6 470	37,2 %	8 868	14,4 %	3 503	50,8 %	10 016	50,9 %	3 273	16,7 %	45 683	48,5 %	98 866	34,0 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	21 854	30,4 %	1 250	7,2 %	21 405	34,8 %	508	7,4 %	5 602	28,5 %	5 270	26,9 %	8 600	9,1 %	64 489	22,1 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	2 698	3,7 %	2 746	15,8 %	8 036	13,1 %	760	11,0 %	1 672	8,5 %	5 524	28,2 %	(480)	-0,5 %	20 956	7,2 %
Union européenne (UE)	17 730	24,6 %	4 173	24,0 %	21 107	34,3 %	1 522	22,1 %	1 999	10,2 %	2 995	15,3 %	7 781	8,3 %	57 307	19,7 %
Autres pays ^c	2 296	3,2 %	1 458	8,4 %	908	1,5 %		0,0 %		0,0 %		0,0 %	24 127	25,6 %	28 789	9,9 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	1 111	1,5 %	9	0,1 %	438	0,7 %	167	2,4 %	356	1,8 %	199	1,0 %	3 830	4,1 %	6 110	2,1 %
Organismes des Nations Unies ^e	2 119	2,9 %	1 071	6,2 %	699	1,1 %	32	0,5 %	32	0,2 %	2 033	10,4 %	1 386	1,5 %	7 372	2,5 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	3 144	4,4 %	216	1,2 %	40	0,1 %	403	5,8 %		0,0 %	298	1,5 %	3 218	3,4 %	7 319	2,5 %
Total	72 005		17 393		61 501		6 895		19 677		19 592		94 145		291 208	
Total (Afrique)	89 398															
Total (États arabes)	24 288															

	Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)		États arabes d'Afrique		Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)		États arabes d'Asie occidentale		Europe et Asie centrale		Amérique latine et Caraïbes		Projets mondiaux et interrégionaux		Total	
	%		%		%		%		%		%		%		%	
B. Par élément de projet																
Personnel engagé au titre des projets	24 157	33,5 %	8 542	49,1 %	13 372	21,7 %	4 773	69,2 %	7 007	35,6 %	7 640	39,0 %	26 771	28,4 %	92 262	31,7 %
Sous-traitance, partenariats et subventions ^g	33 716	46,8 %	7 300	42,0 %	43 118	70,1 %	536	7,8 %	9 585	48,7 %	8 097	41,3 %	62 803	66,7 %	165 155	56,7 %
Bourses et formation	3 883	5,4 %	681	3,9 %	1 048	1,7 %	574	8,3 %	655	3,3 %	997	5,1 %	2 607	2,8 %	10 445	3,6 %
Matériel	8 064	11,2 %	362	2,1 %	3 126	5,1 %	581	8,4 %	1 995	10,1 %	2 196	11,2 %	345	0,4 %	16 669	5,7 %
Divers	2 185	3,0 %	508	2,9 %	837	1,4 %	431	6,3 %	435	2,2 %	662	3,4 %	1 619	1,7 %	6 677	2,3 %
Total	72 005		17 393		61 501		6 895		19 677		19 592		94 145		291 208	

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

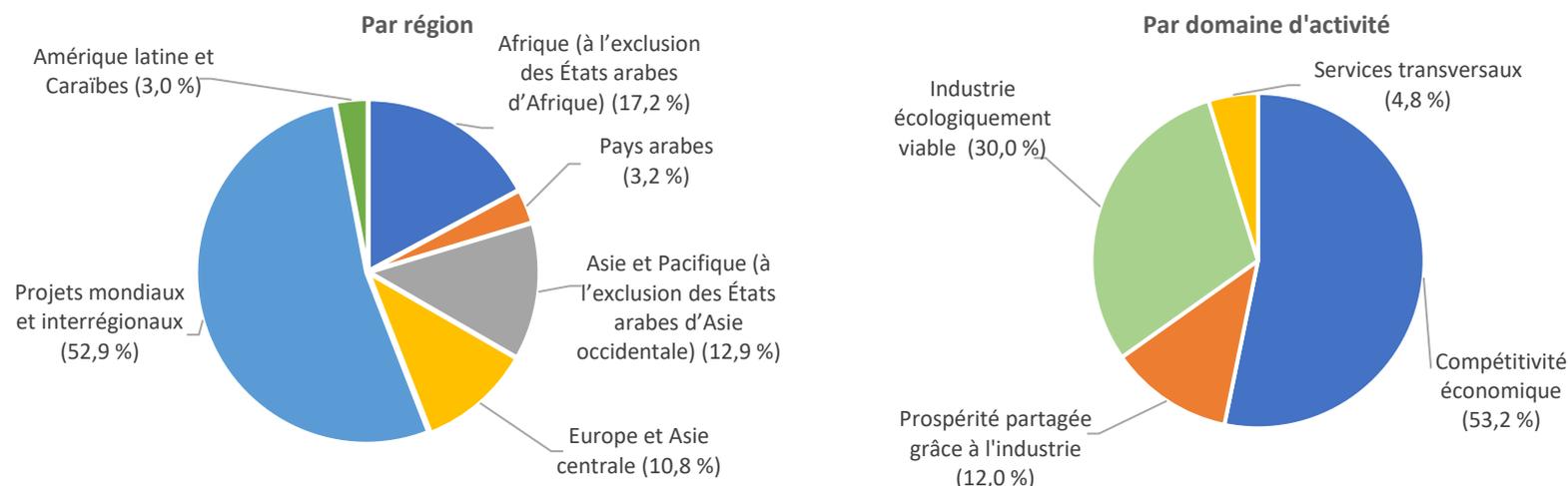
^f Dont entités non gouvernementales.

^g À compter de 2024, les partenariats et les subventions sont pris en compte.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

APPENDICE B

PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Montants nets approuvés des contributions versées par les pays en 2024^{a, b}

Région	Dollars É.-U. (en milliers)	%	Domaine d'activité	Dollars É.-U. (en milliers)	%
Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)	39 951	17,2 %	Compétitivité économique	123 803	53,2 %
Pays arabes	7 405	3,2 %	Prospérité partagée grâce à l'industrie	27 897	12,0 %
Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)	30 048	12,9 %	Industrie écologiquement viable	69 687	30,0 %
Europe et Asie centrale	25 045	10,8 %	Services transversaux	11 159	4,8 %
Projets mondiaux et interrégionaux	123 088	52,9 %			
Amérique latine et Caraïbes	7 009	3,0 %			
TOTAL	232 546	100 %	TOTAL	232 546	100 %

^a Dont les projets financés par les États Membres, l'Union européenne et d'autres pays au moyen du Fonds de développement industriel et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^b Dont le programme des experts associés et des administrateurs et administratrices auxiliaires (1,6 million de dollars É.-U.).

APPENDICE C

ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS

Tableau 1 : Dépenses^a, par pays et par partenaire financier, en 2024
(En milliers de dollars É.-U.)

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Afrique									
Angola	207	24	–	471	–	33	–	27	762
Bénin	–	–	160	–	–	(4)	–	–	156
Burkina Faso	–	–	67	–	–	–	447	–	514
Burundi	–	610	119	–	–	–	–	–	729
Comores	–	–	–	702	–	–	–	–	702
Érythrée	–	–	54	–	–	–	–	–	54
Éthiopie	5 281	1 344	8	1 529	–	(9)	–	–	8 153
Gambie	–	571	72	798	–	29	–	–	1 470
Guinée	–	–	14	835	–	13	–	167	1 029
Guinée-Bissau	–	–	6	1 129	–	66	(26)	–	1 175
Lesotho	–	97	22	–	–	–	–	204	323
Libéria	1 301	–	3	5 796	–	1	–	–	7 101
Madagascar	–	2 606	6	678	–	31	158	75	3 554
Malawi	25	94	11	–	–	–	–	58	188
Mali	–	(10)	–	–	–	6	3	–	(1)
Mauritanie	–	–	15	–	–	–	–	–	15
Mozambique	2 843	(72)	(4)	1 317	–	–	–	–	4 084
Niger	–	–	45	–	–	(3)	–	–	42
Ouganda	406	–	5	–	–	–	–	–	411
République démocratique du Congo	1 469	391	–	–	–	104	–	–	1 964
République-Unie de Tanzanie	24	(54)	59	1 660	–	–	1 173	–	2 862

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Rwanda	15	69	12	–	–	–	–	–	96
Sao Tomé-et-Principe	60	16	–	–	–	–	–	280	356
Sénégal	346	554	(13)	861	–	–	–	–	1 748
Sierra Leone	825	1 947	66	612	–	38	–	–	3 488
Soudan du Sud	113	847	–	–	–	–	–	–	960
Tchad	–	–	38	–	–	–	–	–	38
Togo	–	–	64	–	–	–	–	–	64
Zambie	1 404	–	20	–	–	31	–	–	1 455
Total partiel (Afrique)	14 319	9 034	849	16 388	0	336	1 755	811	43 492
États arabes d'Afrique									
Somalie	52	83	88	1 684	–	–	192	–	2 099
Soudan	1 467	–	(113)	(85)	936	–	–	–	2 205
Total partiel (États arabes d'Afrique)	1 519	83	(25)	1 599	936	0	192	0	4 304
Asie et Pacifique									
Afghanistan	–	–	13	–	–	–	343	–	356
Bangladesh	1 156	374	–	–	–	–	–	–	1 530
Bhoutan	(2)	–	–	–	–	–	–	–	(2)
Cambodge	15	332	–	3 269	–	94	90	–	3 800
Myanmar	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Népal	27	–	–	–	–	–	–	–	27
République démocratique populaire lao	–	(31)	–	–	–	–	–	–	(31)
Timor-Leste	381	–	–	–	–	–	–	–	381
Total partiel (Asie et Pacifique)	1 577	675	13	3 269	0	94	433	0	6 061

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	0	0	0	0	–	–	–	–	0
Total partiel (États arabes d'Asie occidentale)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total général	17 415	9 793	837	21 256	936	430	2 380	811	53 857

^a Dont 0,5 million de dollars au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Dont entités non gouvernementales.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 2 : Montant net des projets approuvés, par pays et par grand donateur, en 2024^a
(En milliers de dollars É.-U.)

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Afrique									
Angola	7	–	–	938	–	21	–	1	967
Bénin	–	–	60	–	–	–	–	–	60
Burkina Faso	–	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)
Burundi	–	–	102	–	–	–	–	–	102
Comores	–	–	–	1 484	–	–	–	–	1 484
Érythrée	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Éthiopie	2 814	200	–	54	–	32	–	–	3 100
Gambie	–	(54)	30	446	–	–	–	–	422
Guinée	–	–	(5)	669	–	1	–	328	993
Guinée-Bissau	–	–	150	15	–	1	(28)	–	138
Lesotho	–	200	18	–	–	–	–	179	397
Libéria	1 301	–	–	8 978	–	50	–	–	10 329
Madagascar	–	300	89	842	–	(5)	450	406	2 082
Malawi	26	150	(7)	–	–	–	–	119	288
Mali	–	5 138	–	–	–	–	(5)	–	5 133
Mauritanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Mozambique	600	–	–	359	–	–	–	–	959
Niger	–	–	90	–	–	(3)	–	–	87
Ouganda	202	–	58	–	–	23	–	–	283
République démocratique du Congo	1 417	–	–	–	–	229	–	(38)	1 608
République-Unie de Tanzanie	240	–	–	19	–	28	164	–	451
Rwanda	4	–	110	–	–	–	–	–	114
Sao Tomé-et-Principe	50	–	–	–	–	–	–	415	465
Sénégal	892	–	128	768	–	(1)	–	–	1 787

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Sierra Leone	0	–	21	208	–	73	–	–	302
Soudan du Sud	(1)	(20)	–	–	–	27	–	–	6
Tchad	–	–	75	–	–	–	–	–	75
Togo	–	–	70	–	–	–	–	–	70
Zambie	1 946	–	139	–	–	–	–	–	2 085
Total partiel (Afrique)	9 498	5 914	1 127	14 780	-	476	581	1 410	33 786
États arabes d'Afrique									
Somalie	–	200	606	2 036	–	–	196	–	3 038
Soudan	(2 115)	–	–	21	323	–	–	–	(1 771)
Total partiel (États arabes d'Afrique)	(2 115)	200	606	2 057	323	–	196	–	1 267
Asie et Pacifique									
Afghanistan	–	–	491	–	–	–	–	–	491
Bangladesh	2 193	–	90	–	–	–	–	–	2 283
Bhoutan	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cambodge	202	(3)	–	3 275	–	5	256	(20)	3 715
Myanmar	(6)	–	(16)	–	–	1	–	–	(21)
Népal	309	–	–	–	–	–	–	–	309
République démocratique populaire lao	–	(101)	–	–	–	1	–	–	(100)
Timor-Leste	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Total partiel (Asie et Pacifique)	2 698	(104)	565	3 275	-	7	256	(20)	6 677

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	(3)	–	–	–	–	–	–	–	(3)
Total partiel (États arabes d'Asie occidentale)	(3)	–	–	–	–	–	–	–	(3)
Total général	10 078	6 010	2 298	20 112	323	483	1 033	1 390	41 727

^a Dont 0,5 million de dollars au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2024.

^b États Membres actuels. Financement au moyen du Fonds de développement industriel (FDI) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres. Financement au moyen du FDI (reliquats) et de fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Dont entités non gouvernementales.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

APPENDICE D**Fonds non réservés à des fins spécifiques^a
Montants nets approuvés et dépenses en 2024**

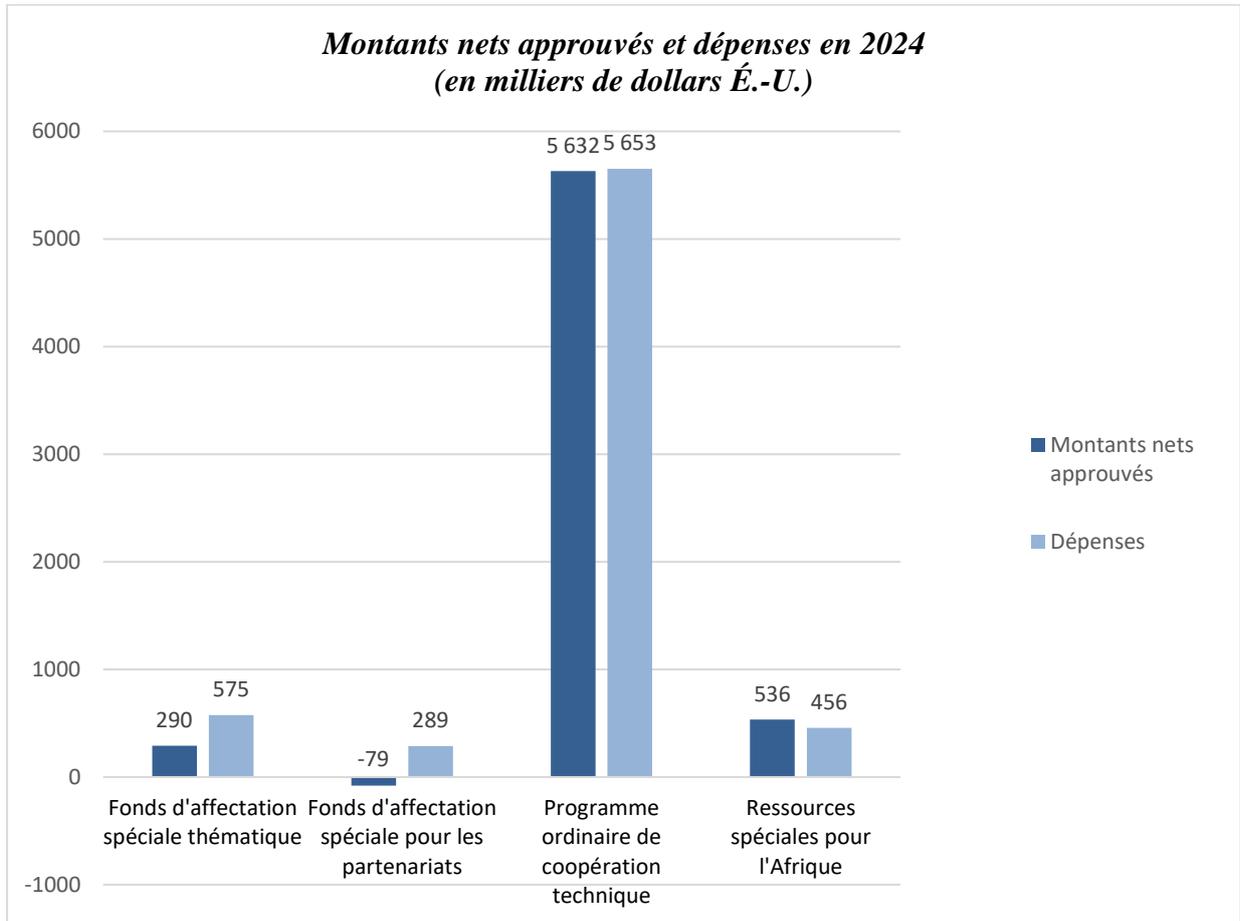
	<i>Montants nets approuvés</i>	<i>Dépenses</i>
	<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>	
Fonds d'affectation spéciale thématiques		
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de la sécurité alimentaire par la promotion de l'agrobusiness et de l'agro-industrie ^b	2	0
Fonds d'affectation spéciale pour les énergies renouvelables au service de la production	0	9
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales ^c	365	267
Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes ^d	(77)	299
Total	290	575
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats		
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats	0	(21)
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Chine	(79)	289
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Fédération de Russie	0	22
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Pérou	(0)	(2)
Total	(79)	289
Programme ordinaire de coopération technique		
Compétitivité économique	1 099	1 134
Prospérité partagée grâce à l'industrie	1 267	1 177
Industrie écologiquement viable	474	681
Questions transversales	2 792	2 662
Total	5 632	5 653
Ressources spéciales pour l'Afrique (RSA)	536	456
Total (programme ordinaire de coopération technique et RSA)	6 168	6 110

^a Les fonds non réservés à des fins spécifiques sont des contributions d'États Membres non préaffectées.

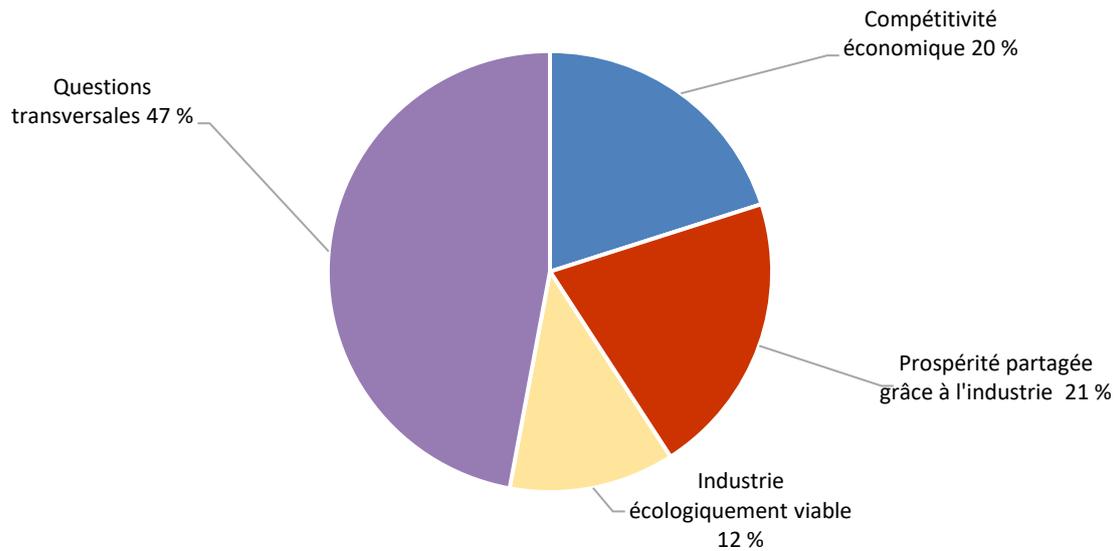
^b Alimenté notamment par la Finlande.

^c Alimenté notamment par l'Allemagne et la Finlande.

^d Alimenté notamment par l'Allemagne.



**Programme ordinaire de coopération technique :
répartition des dépenses**



APPENDICE E

PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP) : ÉLÉMENTS À RETENIR DE PCP EN COURS DE MISE EN ŒUVRE

Le Programme de partenariat pays (PCP) est un dispositif fondé sur des partenariats multipartites qui permet à l'ONUDI d'aider un pays à atteindre ses objectifs de développement durable à long terme en facilitant la mobilisation de partenaires, de spécialistes et de ressources. Administré par le gouvernement hôte, chaque PCP sert à mettre en œuvre le volet industriel du plan national de développement. L'objectif premier du PCP est d'accélérer l'industrialisation dans les États Membres de l'ONUDI en mettant en branle un processus de développement à long terme propre à contribuer à la réalisation de certains objectifs de développement durable, notamment l'objectif 9, ainsi que de mettre davantage en lumière l'atout important que représente le positionnement stratégique de l'ONUDI.

S'appuyant sur la recommandation issue de l'évaluation indépendante du PCP menée en 2023, ainsi que sur les résultats des délibérations et de l'examen interne des modalités de la programmation par pays, l'Organisation s'emploie à mettre en place un dispositif harmonisé qui prenne en compte les principales caractéristiques des PCP.

En 2024, l'Organisation a observé une forte augmentation des demandes de PCP en Afrique, dans les pays arabes, en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Europe et en Asie centrale. Par ailleurs, plusieurs États Membres qui avaient d'abord demandé un programme de pays, l'autre forme que peut prendre la programmation par pays de l'ONUDI, envisagent d'approfondir la coopération en mettant en place un PCP, en particulier en Europe et en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans sept de ses États Membres, l'ONUDI est déjà en train d'élaborer des PCP : en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Kirghizistan, au Nigéria, au Pakistan, en République de Moldova et en République-Unie de Tanzanie. Des PCP sont déjà mis en œuvre avec succès dans sept autres pays : le Cambodge, l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc, le Rwanda, le Sénégal et la Zambie. Des éléments à retenir de certains d'entre eux sont présentés ci-dessous.

PCP en cours de mise en œuvre

PCP pour l'Égypte

Le PCP pour l'Égypte est axé sur plusieurs secteurs et domaines industriels prioritaires : i) la politique industrielle, ii) la promotion des investissements, iii) l'industrie verte, iv) les villes intelligentes et les parcs industriels durables, v) les chaînes de valeur et vi) l'intégration de l'industrie 4.0. En 2024, son portefeuille de coopération technique a continué de s'étoffer, puisqu'il comptait 21 projets en cours au niveau national et 2 au niveau régional, pour un budget total de 58 millions de dollars. De nouveaux projets ont été approuvés : le projet de 8 millions de dollars, financé par l'Union européenne, relatif à l'appui de l'Union au commerce, à l'industrie, à la croissance et à un accès rapide aux marchés ; le projet de 3,8 millions de dollars, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), visant à rendre l'industrie du tourisme plus écologique à Hurghada (Égypte) ; et le projet de 1,5 million de dollars, financé par l'Italie, sur le coton égyptien, en phase II.

Principales réalisations :

- Le volet stratégique du PCP pour l'Égypte a contribué à **l'élaboration et à la mise en œuvre d'instruments stratégiques nationaux**, dont 22 plans, stratégies et textes de loi, destinés à accompagner la transition vers des modes de consommation et de production durables. Par ailleurs, 15 organisations ont reçu une formation sur la prise en compte des questions de genre

dans la politique industrielle, et 8 institutions ont été formées au modèle informatisé de l'ONUUDI pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité.

- Plus de 3 128 personnes (dont 44 % de femmes) ont acquis **des connaissances ou des compétences dans le domaine de l'économie circulaire**, et plus d'un millier **des qualifications en matière d'entrepreneuriat**.
- L'ONUUDI a aidé le pays à passer des combustibles fossiles classiques aux **énergies nouvelles et renouvelables**, lui permettant de réaliser des économies d'énergie de 21 794 400 mégajoules par an grâce à l'efficacité énergétique et à des installations solaires d'une puissance de 288 mégawatts.
- L'ONUUDI a également permis au pays de valoriser 149 850 tonnes de déchets agricoles et solides, et d'éviter l'émission de 206 657 tonnes d'équivalent CO₂.
- En outre, l'ONUUDI a renforcé les nouveaux partenariats établis dans le cadre du volet du PCP consacré aux **chaînes de valeur**, notamment avec le Canada, l'Italie, le Programme alimentaire mondial (PAM), la Slovénie et la Suède. Ces partenariats ont permis de renforcer la chaîne de valeur de la tomate en installant une nouvelle chaîne de fabrication, considérée comme la première du genre en Égypte pour les tomates entières pelées et les tomates en dés, et en organisant des programmes de renforcement des capacités pour permettre à 210 producteurs et productrices primaires d'adopter les meilleures pratiques agricoles en matière de culture de la tomate.
- En collaboration avec l'Italie, le Japon, la Suisse et l'Union européenne, l'ONUUDI s'est employée à faire adopter et à promouvoir l'**économie circulaire** dans plusieurs secteurs, tels que l'alimentation et l'agriculture, l'électronique, les textiles, le plastique et la finance verte. Elle a aidé le Gouvernement égyptien à mettre en œuvre une nouvelle réglementation sur la gestion des déchets plastiques à usage unique, quatre nouvelles normes sur les engrais biologiques et deux documents d'orientation sur les technologies de fabrication écologiques.
- Pour l'**intégration de l'industrie 4.0**, l'ONUUDI s'est associée à l'Égypte, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et à l'Union internationale des télécommunications pour organiser un atelier de réflexion sur l'action climatique et le renforcement des écosystèmes numériques.
- Le **Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable**, qui a été conclu avec le Gouvernement égyptien en 2023, définit les modalités de la collaboration de l'Égypte avec les **organismes des Nations Unies présents dans le pays** et de la coordination étroite de leurs activités dans le cadre du PCP.

PCP pour l'Éthiopie

L'Éthiopie a été l'un des premiers pays à se doter d'un PCP, dont la phase de mise en œuvre s'est étalée de 2015 à 2020 et les domaines d'intervention sont la transformation agroalimentaire, le cuir, les textiles, la promotion des investissements, les énergies renouvelables et le développement des compétences. Le PCP a stimulé la mise en place d'une infrastructure industrielle, la mobilisation de ressources et l'établissement de partenariats pour les projets phares : en l'occurrence, il a permis la mise en œuvre de 33 projets de coopération technique à l'aide d'une subvention de 69,9 millions de dollars, et généré plus de 2 milliards de dollars sous la forme de partenariats.

Le PCP a encouragé les partenariats multipartites et les projets phares, notamment la création de quatre parcs agro-industriels intégrés. Les partenaires mobilisés sont l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le FEM. Les investissements

proviennent également du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Tokyo et de celui de la République de Corée, et un soutien important est apporté par la Chine, l'Italie, l'Union européenne, le FEM, la Norvège et la Suède. En 2024, le portefeuille de projets comprenait 15 projets nationaux de coopération technique et 4 initiatives régionales ou mondiales consacrées aux parcs agro-industriels, aux chaînes d'approvisionnement durables, aux moyens de subsistance, aux compétences industrielles, à la création d'emplois et à l'action climatique.

Dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, l'ONUDI a également contribué à l'analyse commune du pays et à l'élaboration de son Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2025-2030, dont les priorités sont de mettre en œuvre le cadre d'action de l'industrie manufacturière et de transposer les projets phares à une plus grande échelle.

Principales réalisations :

- La création, à la suite de la signature d'un mémorandum d'accord en 2024, de **pôles d'excellence sur l'agrotechnologie, les énergies renouvelables et la transition numérique**, en collaboration avec l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement, est un élément essentiel qui plaide en faveur de l'élargissement du PCP demandé en 2020 par le Ministre éthiopien des finances. En 2024, les projets ont également donné les principaux résultats suivants :
 - Projet phare : Poursuite du développement des parcs agro-industriels intégrés et de la Modjo Leather City pour la promotion des investissements dans le secteur agro-industriel éthiopien.
 - Alignement sur la réforme de l'économie locale : Soutien aux secteurs à forte croissance tels que l'agriculture (le café et les céréales, par exemple), l'industrie manufacturière, l'exploitation minière, le tourisme, les technologies de l'information et des communications et les industries de la création.
 - Appui à la sortie de crise : Initiatives de relèvement dans le nord de l'Éthiopie, amélioration de la production pharmaceutique, soutien aux personnes déplacées et programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels.
 - Initiatives des Nations Unies en faveur de la paix : Participation, dans les régions touchées par un conflit, à des projets conjoints relevant à la fois de l'aide humanitaire, du rétablissement de la paix et du développement.
 - Orientations stratégiques : Assistance fournie pour la révision du cadre d'action de l'industrie manufacturière, la création de zones économiques spéciales et l'élaboration de nouveaux programmes, tels que « Ethiopia Tamrit », visant à accroître la part de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut à l'horizon 2030.

PCP pour le Maroc

Le PCP pour le Maroc est axé sur plusieurs secteurs et domaines industriels prioritaires, notamment l'énergie, l'économie circulaire et les zones industrielles. L'ONUDI a mis en œuvre 13 projets au niveau national et 22 projets régionaux. En 2024, le portefeuille de coopération technique du PCP pour le Maroc a continué de s'étoffer, puisqu'il compte de nouvelles interventions stratégiques et de nouveaux projets, notamment le projet, financé par l'Allemagne (Agence allemande de coopération internationale), visant à améliorer, suivant un principe de précaution, le suivi et la communication de données dans l'industrie automobile marocaine ; le projet, financé par le Fonds vert pour le climat, visant à créer un environnement propice à la décarbonation de la production sidérurgique marocaine par l'utilisation d'hydrogène vert ; le

projet, financé par le FEM, encourageant le recours à des solutions circulaires pour réduire la pollution par le plastique au Maroc ; le projet, financé par le FEM, visant à éliminer les produits chimiques dangereux de la chaîne d'approvisionnement du secteur de la construction au Maroc ; et le projet, financé par la Suisse, d'activités d'appui en lien avec les parcs éco-industriels.

Principales réalisations :

- Les étapes à suivre énoncées dans le **document d'orientation sur la décarbonation** élaboré en collaboration avec le Ministère de l'industrie ont été intégrées à la nouvelle stratégie industrielle du Maroc. À l'issue de cette collaboration fructueuse, le Ministère a demandé officiellement à intégrer la Global Matchmaking Platform de l'ONUUDI pour la décarbonation industrielle.
- Dans le cadre du projet de promotion de **l'efficacité énergétique** dans le pays, l'ONUUDI a aidé 45 entreprises industrielles marocaines à réaliser 10 % d'économies d'énergie et formé 150 professionnels – consultants, praticiens, techniciens, fournisseurs d'énergie et prestataires de services – à l'efficacité énergétique.
- Consciente de la priorité accordée au **secteur automobile** au Maroc, l'ONUUDI a aidé le pays à améliorer les pratiques de précaution adoptées par les petites et moyennes entreprises (PME) marocaines de cette filière afin de préserver leur compétitivité. Elle a notamment organisé, dans plusieurs villes marocaines, 10 séances d'information sur les pratiques de précaution à suivre dans le secteur automobile.
- **L'énergie et l'entrepreneuriat** étant des questions centrales au Maroc, l'ONUUDI a continué, dans le cadre d'une deuxième phase du programme d'innovation par les technologies propres et de création d'emplois verts, à soutenir le renforcement des écosystèmes d'innovation pour qu'ils encouragent l'innovation par les technologies propres et la création de startup et de PME. À l'origine, ce projet fournissait des services d'appui à 30 chefs d'entreprise sélectionnés.
- Cinq ateliers ont été organisés en collaboration avec la coalition pour la valorisation des déchets afin d'améliorer les **connaissances sur les politiques de recyclage des plastiques et la chaîne de valeur**. Un rapport établi à l'issue de ces ateliers est en train d'être validé par les ministères concernés, une publication devant paraître au deuxième trimestre de 2025. Un rapport d'enquête sur les pratiques de recyclage au Maroc a été élaboré et traduit en arabe et en français.
- Une étude sur **l'intelligence artificielle** dans le secteur industriel marocain a été réalisée et sera présentée au Ministre de l'industrie et à la Ministre déléguée auprès du Chef du gouvernement chargée de la transition numérique et de la réforme de l'administration.
- Le **projet de formation des exploitants d'installations de gestion des eaux usées** a été élaboré en collaboration avec le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Tokyo, dans le cadre du programme de formation professionnelle industrielle mené en Afrique reposant sur le transfert de technologies en provenance du Japon.

PCP pour la Zambie

Le PCP pour la Zambie aide le Gouvernement à concrétiser l'ambition qu'il s'est fixée à l'horizon 2030 et à mettre en œuvre son huitième plan national de développement (2022-2026). Il renforce les partenariats existants et en crée de nouveaux pour permettre au pays de mener à bien un développement industriel inclusif et durable et de se doter d'une économie diversifiée, compétitive, inclusive et durable. Il s'articule autour de trois priorités : la création de valeur ajoutée, le développement des compétences et l'élaboration de politiques.

La coordination du PCP a été organisée sous la direction de l'organe national de coordination et avec l'appui opérationnel de l'ONUDI. La coordination et la mobilisation de l'appui des parties prenantes au service des priorités de développement industriel de la Zambie ont commencé avec sept **projets en cours de mise en œuvre, représentant un budget total de 1 457 623 euros.**

Le PCP sert également de cadre général d'action pour la contribution de l'ONUDI à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027.

Principales réalisations :

- Adoption de pratiques de production industrielle plus propres et plus efficaces et contribution à la mise en place d'une infrastructure durable dans le pays. Deux projets contribuent à ce résultat : le **plan de gestion de l'élimination des HCFC** et le **plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali**, qui visent à éliminer progressivement les fluides frigorigènes à fort potentiel de réchauffement planétaire, ce qui va dans le sens de l'Accord de Paris sur la lutte contre les changements climatiques, et le **projet relatif à l'adoption d'un éclairage et d'appareils économes en énergie dans le sud et l'est de l'Afrique.**
- Une base de compétences industrielles plus solide, plus inclusive et plus diversifiée, adossée à une infrastructure de développement des compétences industrielles améliorée et durable. Trois initiatives menées dans le cadre du PCP visent à renforcer les compétences pour améliorer les perspectives d'emploi, l'entrepreneuriat et l'innovation industrielle, en particulier pour les femmes et les jeunes : le **projet du Centre zambien de formation industrielle (Zambian Industrial Training Academy)** consacré à l'entretien des poids lourds ; un projet visant à **améliorer les moyens de subsistance par la formation professionnelle et le renforcement des capacités dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)** ; et une initiative sur les **compétences nécessaires pour les chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques.**
- En 2024, le déploiement des compétences nécessaires pour les chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques s'est poursuivi dans le cadre de l'édition 2024 du Forum de la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances, qui s'est tenue les 13 et 14 novembre 2024 à Kitwe, en Zambie. Elle a rassemblé un large éventail de parties prenantes qui ont mis l'accent, dans leurs échanges au sujet de ces compétences, sur les pratiques responsables et durables que le secteur de l'exploitation minière devrait adopter et sur la transition verte et la transition numérique.
- Confiance accrue des investisseurs et volonté d'investir dans les activités industrielles prioritaires de la Zambie. Le **programme ACP Business-Friendly en faveur des entreprises des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique**, mis en œuvre en collaboration avec des partenaires, dont le principal est l'Agence zambienne de développement, a permis à ce jour de renforcer considérablement les capacités en matière de promotion des investissements et, pour finir, de recenser et de définir plus de 80 possibilités d'investissement, qui sont actuellement présentées sur la plateforme Invest in ACP. Ce programme s'est achevé en 2024. La Zambie devrait bénéficier de deux programmes régionaux mis en œuvre dans le cadre de la SADC et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), axés sur la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés (38 millions d'euros pour le COMESA et 25 millions d'euros pour la SADC).

APPENDICE F
NOMINATIONS DE PERSONNEL AU TITRE DE CONTRATS
DE SERVICE INDIVIDUELS¹

Tableau 1
 Nominations/contrats de service individuels par liste d'États² et par sexe

<i>Liste d'États</i>	<i>Nombre de nominations</i>		<i>Total</i>
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	
A	936	1 516	2 452
B	291	327	618
C	267	295	562
D	284	178	462
Autres États	114	181	295
Total général	1 892	2 497	4 389

¹ Les chiffres sont établis à partir des données disponibles au 9 février 2025 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

² Listes d'États mentionnées à l'annexe I de l'Acte constitutif de l'ONUDI ([IDB.52/34](#)).

Tableau 2
Nominations/contrats de service individuels par pays/région/territoire

<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Afghanistan	8	Cuba	10
Afrique du Sud	50	Danemark	3
Albanie	38	Égypte	225
Algérie	21	El Salvador	2
Allemagne	88	Équateur	19
Angola	1	Érythrée	2
Argentine	32	Espagne	52
Arménie	53	État de Palestine	41
Australie	5	États-Unis d'Amérique	36
Autriche	150	Éthiopie	162
Azerbaïdjan	1	Fédération de Russie	46
Bahreïn	7	Fidji	7
Bangladesh	16	Finlande	5
Barbade	4	France	68
Bélarus	5	Gambie	16
Belgique	9	Géorgie	5
Bénin	9	Ghana	77
Bhoutan	1	Grèce	3
Bolivie (État plurinational de)		Guatemala	4
Bosnie-Herzégovine	17	Guinée	30
Botswana	2	Guinée-Bissau	14
Brésil	61	Guyana	1
Bulgarie	14	Honduras	4
Burkina Faso	13	Hongrie	11
Burundi	3	Îles Féroé	1
Cabo Verde	14	Inde	148
Cambodge	73	Indonésie	62
Cameroun	26	Iran (République islamique d')	20
Canada	36	Iraq	16
Chili	6	Irlande	3
Chine	95	Israël	3
Chine – RAS de Macao	3	Italie	168
Chine – RAS de Hong Kong	2	Jamaïque	2
Colombie	139	Japon	52
Comores	19	Jordanie	42
Congo	13	Kazakhstan	2
Costa Rica	11	Kenya	58
Côte d'Ivoire	28	Kirghizistan	13
Croatie	15	Lesotho	6

<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/région/territoire (nationalité)</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Lettonie	3	République-Unie de Tanzanie	27
Liban	49	Roumanie	26
Libéria	67	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	77
Libye	5	Rwanda	6
Lituanie	7	Sainte-Lucie	6
Madagascar	16	Saint-Vincent-et-les Grenadines	7
Malaisie	7	Sao Tomé-et-Principe	9
Malawi	3	Sénégal	31
Mali	2	Serbie	46
Maroc	49	Sierra Leone	20
Maurice	3	Singapour	4
Mauritanie	3	Slovaquie	13
Mexique	64	Slovénie	5
Mongolie	9	Somalie	38
Monténégro	4	Soudan	79
Mozambique	52	Sri Lanka	45
Myanmar	4	Suède	14
Népal	9	Suisse	6
Nicaragua	68	Suriname	1
Niger	4	Tadjikistan	6
Nigéria	81	Tchad	5
Macédoine du Nord	39	Tchéquie	14
Norvège	6	Thaïlande	25
Nouvelle-Zélande	4	Timor-Leste	2
Oman	2	Togo	2
Ouganda	15	Trinité-et-Tobago	3
Ouzbékistan	6	Tunisie	95
Pakistan	129	Türkiye	37
Panama	2	Turkménistan	6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	Ukraine	92
Paraguay	12	Uruguay	13
Pays-Bas (Royaume des)	34	Venezuela (République bolivarienne du)	47
Pérou	33	Viet Nam	61
Philippines	49	Yémen	3
Pologne	16	Zambie	19
Portugal	21	Zimbabwe	9
République arabe syrienne	9		
République de Corée	21		
République de Moldova	15		
République démocratique du Congo	24		
République démocratique populaire lao	5		
		Total général	4 389

APPENDICE G
ACCORDS ET AUTRES ARRANGEMENTS CONCLUS PAR L'ONUDI EN 2024¹

I. États²

Algérie

Déclaration conjointe du Directeur Général de l'ONUDI et du Ministre algérien de l'industrie et de la production pharmaceutique, signée le 23 juin 2024.

Allemagne

Arrangement entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'exécution d'un projet de relance industrielle verte en Ukraine par un développement fondé sur les municipalités, signé le 31 octobre 2024.

Arabie saoudite

Déclaration conjointe de coopération du Directeur Général de l'ONUDI et du Ministre de l'industrie et des ressources minérales du Royaume d'Arabie saoudite, signée le 24 octobre 2024.

Australie

Arrangement relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Gouvernement australien concernant l'exécution d'un projet relatif à l'innovation fondée sur les données dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, signé le 6 juin 2024.

Autriche

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, du Secrétaire général aux affaires étrangères du Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales, et du Président de la République des Seychelles et Président de la Station d'accueil de l'initiative des petits États insulaires en développement (SIDS DOCK), organisation œuvrant en faveur de l'énergie durable et de la résilience climatique, signée le 28 mai 2024.

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Ministère fédéral autrichien de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie concernant l'exécution d'un plan applicable au secteur chinois de la construction de climatiseurs individuels et de chauffe-eau à pompe à chaleur dans le cadre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des hydrochlorofluorocarbones (HCFC), signé les 29 octobre et 11 novembre 2024.

¹ La présente liste répertorie les accords et arrangements signés qui avaient été déposés auprès du Bureau des affaires juridiques de l'ONUDI au 24 février 2025. Les accords et arrangements multilatéraux sont généralement classés par État partie, dont les noms sont triés dans l'ordre alphabétique français. Les avenants aux accords et arrangements existants ne figurent pas dans la liste.

² Y compris les administrations nationales, régionales et provinciales, et l'Ordre souverain de Malte.

Barbade

Déclaration conjointe du Directeur Général de l'ONUDI et du Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Barbade, signée le 21 mai 2024.

Bulgarie

Échange de notes constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement bulgare concernant l'exécution d'un projet relatif à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes dans l'ouest de l'Ukraine, signées les 11 décembre 2023 et 3 septembre 2024.

Canada

Accord de financement entre l'ONUDI et Ressources Naturelles Canada concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie, signé les 1^{er} septembre 2023 et 15 janvier 2024.

Arrangement de contribution entre l'ONUDI et Environnement et Changement climatique Canada concernant l'exécution d'un projet de décarbonation de l'industrie du ciment et du béton en Thaïlande, signé le 26 mars 2024.

Chine

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République populaire de Chine concernant l'exécution d'un projet d'appui aux systèmes agricoles mécanisés en Éthiopie (État régional Amhara), signé le 11 juillet 2024.

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République populaire de Chine concernant l'exécution de la phase II d'un projet de renforcement des capacités aux fins de la modernisation de la chaîne de valeur du bétail en Éthiopie, signé le 11 juillet 2024.

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère du commerce de la République populaire de Chine concernant l'exécution d'un projet d'amélioration des capacités agro-industrielles aux fins de la revitalisation rurale de Chengbu (Chine), signé le 12 décembre 2024.

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI, le Ministère des ressources en eau et l'Administration de la réglementation des marchés et Administration de la normalisation de la République populaire de Chine, signé les 3, 5 et 20 décembre 2024.

Colombie

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale conclu entre l'ONUDI et le service de l'exploitation minière et de la planification énergétique de la Colombie concernant l'exécution d'un projet visant à renforcer les trois centres actuels et à créer deux nouveaux centres dans les universités colombiennes dans le cadre du programme d'évaluation industrielle, signé les 8 et 12 août 2024.

Échange de lettres constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement colombien, prolongeant l'accord conclu le 22 mai 2000 sur l'ouverture d'un bureau régional de l'ONUDI en Colombie, signé les 28 novembre et 17 décembre 2024.

Égypte

Accord entre l'ONUDI, le comité de gestion du programme italo-égyptien de conversion de créances pour le financement de projets de développement et le Ministère égyptien de l'environnement concernant l'exécution d'un projet de croissance verte inclusive en Égypte, signé le 12 décembre 2024.

Éthiopie

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, du Ministre éthiopien de l'industrie et du Président de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA), signé le 19 février 2024.

Accord, assorti d'une obligation de résultat, entre l'ONUDI et le Gouvernement éthiopien concernant l'exécution de la phase II d'un projet visant à améliorer le développement des parcs agroalimentaires intégrés en Éthiopie, signé les 3 et 5 juillet 2024.

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, du Ministre éthiopien de l'industrie et du Président de la CIDCA concernant le programme de pôles d'excellence Chine-Afrique-ONUDI, signé le 11 juillet 2024.

Italie

Arrangement de financement entre l'ONUDI et la Direction générale de la coopération pour le développement du Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de transformation et d'adaptation des chaînes de valeur stratégiques au Soudan (SUSTAIN), signé le 13 mai 2024.

Déclaration conjointe de la Chef du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'Italie et du Ministre régional du développement économique de la région des Pouilles, signée le 26 juin 2024.

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et la région autonome du Frioul-Vénétie julienne de la République italienne concernant l'exécution d'un projet de passerelle de l'innovation entre Trieste et Osaka pour 2025, signé les 2 et 11 décembre 2024.

Japon

Échange de notes constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution de projets dans l'État de Palestine et en Ukraine, signées les 8 et 10 janvier 2024.

Échange de notes constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution d'un projet de développement de l'entrepreneuriat et de promotion des investissements et de la technologie, au Japon, pour les femmes et les jeunes déplacés d'Ukraine, signées le 26 février 2024.

Échange de notes constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution d'un programme de coopération industrielle dans le Sud mondial

reposant sur le transfert de technologies en provenance du Japon, signées les 26 et 28 février 2024.

Échange de notes constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution d'un projet de relance industrielle verte pour l'Ukraine reposant sur le transfert de technologies en provenance du secteur privé japonais et sur la création conjointe d'entreprises avec ce secteur, signées les 27 et 28 février 2024.

Déclaration conjointe du Directeur Général de l'ONUDI et du Ministre japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie, signée le 8 juillet 2024.

Échange de notes constituant un accord entre l'ONUDI et le Gouvernement japonais concernant l'exécution d'un projet de développement industriel et de transfert de technologies dans les États membres de la Communauté des Caraïbes, signées le 14 décembre 2024.

Ordre souverain de Malte

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Grand Chancelier de l'Ordre souverain de Malte, signée le 26 novembre 2024.

Ouzbékistan

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement ouzbek concernant le règlement des contributions non acquittées dans le cadre d'un plan de paiement, signé les 30 avril et 4 juin 2024.

République démocratique du Congo

Accord de partenariat entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République démocratique du Congo concernant l'exécution d'un projet de création de groupements d'entreprises locaux pour la gestion d'une chaîne de valeur durable du charbon de bois, signé le 5 décembre 2024.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Arrangement administratif entre l'ONUDI et le Ministère britannique de la sécurité énergétique et de la réduction à zéro des émissions nettes (DESN) concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie, signé les 13 et 20 mars 2024.

Arrangement administratif entre l'ONUDI et le DESN concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie, signé les 14 et 31 octobre 2024.

Arrangement administratif entre l'ONUDI et le DESN concernant l'élaboration d'un portefeuille mondial de projets de réduction à zéro des émissions nettes susceptibles d'attirer des investissements, signé les 5 et 9 décembre 2024.

Seychelles

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, du Secrétaire général aux affaires étrangères du Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales, et du Président de la République des Seychelles et Président de la Station d'accueil de l'initiative

des petits États insulaires en développement (SIDS DOCK), organisation œuvrant en faveur de l'énergie durable et de la résilience climatique, signée le 28 mai 2024.

Suède

Accord de contribution entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution, au Kenya, du projet KEEP, projet intégré d'efficacité énergétique visant à stimuler une croissance économique inclusive et durable par l'adoption d'appareils et de procédés industriels économes en énergie, signé le 7 août 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution, en Zambie, d'un projet relatif à l'efficacité énergétique au service de moyens de subsistance durables en Afrique, signé les 28 novembre et 4 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution, au Kenya, d'un projet de partenariat public-privé en faveur du développement de l'industrie laitière, signé le 5 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution, au Zimbabwe, d'un projet relatif à l'efficacité énergétique au service de moyens de subsistance durables en Afrique, signé les 22 novembre et 9 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et le Gouvernement suédois concernant l'exécution d'un projet régional relatif à l'efficacité énergétique au service de moyens de subsistance durables en Afrique, signé les 29 novembre et 9 décembre 2024.

Suisse

Lettre d'accord entre l'ONUDI et le Secrétariat d'État suisse à l'économie concernant l'exécution du programme mondial sur les quartiers économes en énergie, signée les 18 et 27 octobre 2024.

Suriname

Accord, assorti d'une obligation de résultat, entre l'ONUDI et le Gouvernement du Suriname concernant l'exécution, au Suriname, d'un projet de développement durable de la chaîne de valeur de l'ananas dans le cadre de l'Initiative de développement accéléré de l'agriculture et de l'agro-industrie PLUS, signé les 2 et 13 août 2024.

Tunisie

Déclaration conjointe de coopération tripartite de l'ONUDI, du Gouvernement tunisien et de la Banque islamique de développement, signée le 30 avril 2024.

Turkménistan

Accord de base établissant une coopération entre l'ONUDI et le Gouvernement turkmène, signé le 12 mars 2024.

II. Le système des Nations Unies, ses fonds et programmes, et institutions spécialisées et apparentées

Système des Nations Unies

Mémorandum d'accord entre les organisations participantes des Nations Unies et l'Organisation internationale du travail concernant les aspects opérationnels d'un programme d'emplois décents pour les jeunes au Cambodge, signé le 12 juillet 2024.

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Mémorandum d'accord de coopération entre l'ONUDI et l'UNOPS, signé le 16 avril 2024.

Conseil du Fonds pour l'adaptation

Accord de subvention entre l'ONUDI et le Conseil du Fonds pour l'adaptation concernant l'exécution, au Kenya et en Ouganda, d'un projet visant à débloquer des investissements pour de petites et moyennes entreprises pourvoyeuses de solutions d'adaptation, en phase de croissance précoce et favorisant l'inclusion des femmes et des jeunes, signé les 5 et 10 juin 2024.

Accord de subvention entre l'ONUDI et le Conseil du Fonds pour l'adaptation concernant l'exécution, en Malaisie et aux Philippines, d'un projet de renforcement de la résilience climatique et de la sécurité alimentaire par la coopération Sud-Sud dans le domaine de la production de riz capable d'adaptation, signé les 5 et 10 juin 2024.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

Mémorandum d'accord de coopération entre l'ONUDI et l'ONUDC, signé le 27 novembre 2024.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Accord de transfert entre l'ONUDI et la FAO concernant l'exécution, dans le sud de la Somalie, du projet TRANSFORM, qui promeut des solutions de gestion de l'eau innovantes permettant la résilience des moyens de subsistance face aux changements climatiques, signé les 9 et 16 juillet 2024.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, de la Directrice générale de l'OMC, de la Directrice exécutive du Centre du commerce international (ITC), du Président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), du Président-Directeur général de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) et Président-Directeur général par intérim de la Société islamique pour le développement du secteur privé et du Président-Directeur général d'Africa Finance Corporation (AFC), signée le 26 juin 2024.

Programme alimentaire mondial (PAM)

Mémorandum d'accord de renforcement de la coopération entre l'ONUDI et le PAM, signé les 14 et 25 novembre 2024.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Accord de transfert entre l'ONUDI et le PNUE concernant l'exécution, au Mexique, d'un projet visant à éliminer l'utilisation du mercure et à gérer convenablement cette substance et les déchets qu'elle génère dans le procédé chlore-alcali, signé les 10 et 25 juillet 2024.

Accord de transfert entre l'ONUDI et le PNUE concernant l'exécution de projets pilotes relatifs à l'utilisation des systèmes R-744 et HC-290 – technologies de remplacement des fluides frigorigènes – dans les véhicules électriques, signé le 11 décembre 2024.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Accord de transfert entre l'ONUDI et le PNUD concernant l'exécution d'un projet d'autonomisation économique des femmes par la promotion des entreprises dirigées par des femmes au Liban, signé les 8 et 14 novembre 2024.

Union internationale des télécommunications (UIT)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Secrétaire général de l'UIT, signée le 25 juin 2024.

III. Autres organisations intergouvernementales**Africa Finance Corporation (AFC)**

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Président-Directeur général d'AFC, signée le 26 juin 2024.

Accord de parrainage entre l'ONUDI et AFC concernant la Conférence sur un monde libéré de la faim, signé les 14 et 16 octobre 2024.

Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), Institut agronomique méditerranéen de Bari

Déclaration conjointe d'un directeur de division de l'ONUDI et du Directeur de l'Institut agronomique méditerranéen de Bari, signée le 10 juin 2024.

Organisation asiatique de coopération forestière (AFoCO)

Accord établissant des relations entre l'ONUDI et l'AFoCO, signé les 22 janvier et 20 mars 2024.

Organisation des États de langue turcique

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Secrétaire général de l'Organisation des États de langue turcique, signée le 25 novembre 2024.

Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO)

Déclaration conjointe d'un directeur de l'ONUDI et du Directeur général de l'OEEO, signée le 30 mai 2024.

Organisation interafricaine du café (OIAC)

Déclaration conjointe d'un directeur principal de l'ONUDI et du Secrétaire général de l'OIAC, signée le 24 août 2024.

Partenariat international sur l'hydrogène et les piles à combustible dans l'économie (IPHE)

Déclaration conjointe d'un directeur principal de l'ONUDI et du Directeur exécutif de l'IPHE, signée le 13 mai 2024.

Secrétariat du Commonwealth

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth, signée le 29 mai 2024.

Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC)

Accord de financement entre l'ONUDI et la SIFC concernant l'exécution d'un projet de promotion de la chaîne de valeur de la tomate dans le cadre d'un centre d'apprentissage et de services consacré à ce produit en Égypte, signé les 2 août et 10 septembre 2024.

Union européenne (UE)

Accord de contribution entre l'ONUDI, l'UE et le Centre du commerce international (ITC) concernant l'exécution, en Afrique centrale, d'un projet relatif à la compétitivité commerciale de l'Afrique et à son accès aux marchés, signé les 15 et 27 novembre et 4 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution, au Soudan, d'un projet de développement de la chaîne de valeur agricole aux fins de l'amélioration de la résilience des populations rurales, signé les 4 et 9 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI, l'UE et l'ITC au nom du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exécution du volet continental d'un projet relatif à la compétitivité commerciale de l'Afrique et à son accès aux marchés, signé les 9 et 18 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution d'un projet relatif aux systèmes de sécurité sanitaire des aliments et à la facilitation du commerce dans les chaînes de valeur agroalimentaires de la Somalie, signé les 11 et 18 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution de la phase 2 d'un projet relatif à l'élimination durable et sans incidence sur le climat des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et aux mesures d'atténuation des effets des hydrofluorocarbones dans le cadre de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal, signé les 12 et 18 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUDI, l'UE, Expertise France SAS, l'Organisation de coopération et de développement économiques, Umweltbundesamt GmbH et l'Organisation des Nations Unies représentée par la Commission économique pour l'Europe concernant

l'exécution d'un projet de relance par l'économie circulaire et la réduction de la pollution dans les pays du partenariat oriental, signé les 28 novembre et 3, 6, 11, 13 et 16 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUUDI, l'UE et l'ITC concernant l'exécution du volet CEDEAO d'un projet relatif à la compétitivité commerciale de l'Afrique et à son accès aux marchés, signé les 16, 17 et 19 décembre 2024.

Accord de contribution entre l'ONUUDI, l'UE et ENABEL concernant l'exécution, en République démocratique du Congo, d'un projet intitulé « Uni·e·s pour l'éducation et l'emploi », signé le 20 décembre 2024.

IV. Organisations nationales

Agence allemande de coopération internationale (GIZ) (Allemagne)

Accord de subvention entre l'ONUUDI et la GIZ concernant l'exécution d'un projet relatif à l'édition 2023 du Forum international de Vienne sur l'énergie et le climat, signé les 5 avril et 3 juillet 2024.

Accord de subvention entre l'ONUUDI et la GIZ concernant l'exécution, au Brésil, de la phase de préparation du projet ACTION, qui vise à accélérer l'adoption de technologies essentielles de réduction à zéro des émissions nettes en tirant parti des investissements consacrés à la décarbonation de l'industrie, signé les 24 septembre et 1^{er} octobre 2024.

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUUDI et de la Vice-Présidente du Conseil d'administration de la GIZ, signée le 25 novembre 2024.

Accord de subvention entre l'ONUUDI et la GIZ concernant l'exécution d'un projet visant à promouvoir la relance industrielle verte de l'Ukraine par un appui dans de nombreux domaines, signé les 17 et 19 décembre 2024³.

Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA) (Chine)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUUDI et du Président de la CIDCA, signée le 19 février 2024.

Beijing Huatian Catering Holding Group (Chine)

Accord de parrainage entre l'ONUUDI et le Beijing Huatian Catering Holding Group concernant la Conférence sur un monde libéré de la faim, signé le 14 octobre 2024.

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (Chine)

Accord entre l'ONUUDI et le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques concernant l'exécution de la phase II d'un projet de renforcement des capacités aux fins de la modernisation de la chaîne de valeur du bétail en Éthiopie, signé le 5 décembre 2024.

³ A pris fin le 24 janvier 2025.

Accord entre l'ONUDI et le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques concernant l'exécution d'un projet d'appui aux systèmes agricoles mécanisés en Éthiopie (État régional Amhara), signé le 5 décembre 2024.

Commission des services financiers (République de Corée)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et la Commission des services financiers, signé le 27 mars 2024.

Fiduciaria Colombiana de Comercio Exterior (FIDUCOLDEX) S.A. (Colombie)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et FIDUCOLDEX concernant l'exécution, en Colombie, d'un projet de renforcement de la capacité productive des microentreprises et des petites et moyennes entreprises pour une meilleure intégration dans les chaînes de valeur des secteurs stratégiques, signé le 13 juin 2024.

Fonds du Qatar pour le développement (QFFD) (Qatar)

Accord de contribution entre l'ONUDI et le QFFD concernant une contribution destinée à soutenir le Fonds pour l'innovation et la transformation, signé les 5 juin et 2 juillet 2024.

Organisation japonaise du commerce extérieur (Japon)

Déclaration conjointe d'un représentant de l'ONUDI et du Vice-Président exécutif de l'Organisation japonaise du commerce extérieur, signée le 19 février 2024.

Policy Center for the New South (PCNS) (Maroc)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Président exécutif du PCNS, signée le 6 juin 2024.

V. Autres entités

AB Volvo (Suède)

Accord entre l'ONUDI et AB Volvo concernant l'exécution d'un projet d'appui à la formation et à l'emploi qualifié dans le secteur des équipements lourds de la République démocratique du Congo, signé les 2 et 19 juillet 2024.

Alteo Holding (France)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et Alteo Holding concernant l'exécution d'un projet de partenariat public-privé destiné à soutenir le développement des compétences industrielles dans le secteur du traitement des minéraux en Guinée, signé les 20 mars et 3 avril 2024.

Bayer AG (Allemagne)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Vice-Président exécutif de Bayer, signée le 6 novembre 2024.

Blue Nile Mashreg Bank (BNMB) (Soudan)

Accord de parrainage entre l'ONUDI et la BNMB concernant la Conférence sur un monde libéré de la faim, signé les 14 et 15 octobre 2024.

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Président-Directeur général de la BNMB, signée le 5 novembre 2024.

Climate-KIC Holding B.V. (Royaume des Pays-Bas)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et Climate-KIC Holding B.V., signé le 6 juin 2024.

Finance in Motion (Allemagne)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et de la Présidente-Directrice générale de Finance in Motion, signée le 27 mai 2024.

Fondation E4impact (Italie)

Déclaration conjointe d'un directeur principal de l'ONUDI et de la Présidente de la fondation E4impact, signée le 7 février 2024.

Fraunhofer Austria Research GmbH (Fraunhofer Austria) (Autriche)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et Fraunhofer Austria, signé le 1^{er} juillet 2024.

Global Cement and Concrete Association (GCCA) (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Mémoire d'accord entre l'ONUDI et la GCCA, signé le 12 juin 2024.

Google (États-Unis d'Amérique)

Déclaration conjointe d'une adjointe au Directeur général de l'ONUDI et de la Directrice des questions de durabilité de Google, signée le 21 septembre 2024.

Hôtel Hilton (Éthiopie)

Accord de services d'hébergement entre l'ONUDI et l'hôtel Hilton concernant la Conférence sur un monde libéré de la faim, signé le 8 novembre 2024.

Informa Markets Limited (Informa Markets) (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Président-Directeur général du groupe et Directeur général d'Informa Markets, signée les 17 mai et 6 juin 2024.

Made in Italy Circolare e Sostenibile (MICS) (Italie)

Déclaration conjointe de la Chef du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'Italie et du Président de MICS, signée le 9 décembre 2024.

Mission Innovation (États-Unis d'Amérique)

Déclaration conjointe du Représentant de l'ONUDI auprès de l'Union européenne et du Directeur de la mission Clean Hydrogen de Mission Innovation, signée le 19 novembre 2024.

Mitsubishi Heavy Industries Ltd. (Japon)

Accord de financement entre l'ONUDI et Mitsubishi Heavy Industries Ltd. concernant l'exécution d'un projet relatif à l'initiative de décarbonation profonde de l'industrie, signé les 23 et 31 octobre 2024.

Organisation africaine des zones économiques (Maroc)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et l'Organisation africaine des zones économiques, signé le 28 novembre 2024.

Union internationale des sciences et techniques alimentaires (Canada)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et l'Union internationale des sciences et techniques alimentaires, signé les 6 novembre et 4 décembre 2024.

Université Tsinghua (THU) (Chine)

Mémoire d'accord entre l'ONUDI et la THU, signé le 11 juillet 2024.

World FoodTech Council (WFTC) (République de Corée)

Déclaration conjointe d'une adjointe au Directeur général de l'ONUDI et du Président du WFTC, signée le 20 novembre 2024.

APPENDICE H

PRÉSENTATIONS/SÉMINAIRES DE PROMOTION ORGANISÉS PAR LES BUREAUX DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA TECHNOLOGIE EN 2024

<i>Lieu</i>	<i>Pays, région ou zone concerné(e)</i>	<i>Nombre de présentations</i>
Allemagne (en présentiel)	Afrique subsaharienne	3
	Allemagne	1
	Bénin	1
	Burkina Faso	1
	Chine	1
	Côte d'Ivoire	1
	Égypte	1
	Ghana	1
	Jordanie	1
	Kenya	1
	Mali	1
	Nigéria	2
	Oman	1
	République-Unie de Tanzanie	1
	Sénégal	1
	Tchad	1
	Togo	2
	Zambie	1
	Autriche (en présentiel)	Somalie
Arabie saoudite (en présentiel)	Monde	3
Bahreïn (sur 42 manifestations, 5 selon des modalités hybrides et 14 en ligne)	Afrique subsaharienne	1
	Arabie saoudite	1
	Bahreïn	13
	Chine	1
	Émirats arabes unis	1
	Iraq	2
	Italie	1
	Jordanie	2
	Pays arabes	10
	Philippines	1
Monde	9	
Biélorus (en présentiel)	Biélorus	1
	Fédération de Russie	1
Cameroun (en présentiel)	Cameroun	1
Chine (5 manifestations sur 62 selon des modalités hybrides)	Allemagne	1
	Autriche	1
	Belgique	1
	Chine	17
	Fédération de Russie	1
	Gambie	1

<i>Lieu</i>	<i>Pays, région ou zone concerné(e)</i>	<i>Nombre de présentations</i>
	Îles Salomon	1
	Inde	2
	Iran (République islamique d')	1
	Italie	1
	Kenya	1
	Malaisie	1
	Maurice	1
	Mexique	1
	Mongolie	2
	Ouzbékistan	1
	Pakistan	1
	Portugal	1
	République démocratique populaire lao	1
	République-Unie de Tanzanie	1
	Rwanda	1
	Singapour	1
	Thaïlande	1
	Union européenne	1
	Zimbabwe	1
	Monde	20
Égypte (en présentiel)	Égypte	2
	Monde	1
Éthiopie (1 manifestation sur 4 selon des modalités hybrides)	Afrique de l'Ouest	
	Éthiopie	
	République de Corée	
	Monde	
Émirats arabes unis (en présentiel)	Chine	1
	Bahreïn	1
	Émirats arabes unis	2
	Monde	4
Fédération de Russie (en présentiel)	Pays du groupe BRICS	1
	Pays de la Communauté d'États indépendants	1
	Fédération de Russie	1
	Monde	2
France (en présentiel)	Pays arabes	1
Gabon (en présentiel)	Gabon	1
Guinée équatoriale (en présentiel)	Guinée équatoriale	1
Iraq (en présentiel)	Iraq	3
Italie (sur 22 manifestations,	Cuba	1
	Bahreïn	1
	Émirats arabes unis	2

<i>Lieu</i>	<i>Pays, région ou zone concerné(e)</i>	<i>Nombre de présentations</i>
<i>9 selon des modalités hybrides et 4 en ligne)</i>	Iraq	4
	Liban	11
	Pays arabes	1
	Somalie	1
	Tunisie	2
<i>Japon (sur 25 manifestations, 1 selon des modalités hybrides et 7 en ligne)</i>	Afrique du Sud	1
	Bangladesh	2
	Chine	1
	Communauté des Caraïbes	1
	Côte d'Ivoire	1
	Cuba	1
	Égypte	1
	Éthiopie	1
	Inde	1
	Japon	1
	Maroc	1
	Mozambique	1
	Philippines	1
	République-Unie de Tanzanie	2
	Tadjikistan	1
	Türkiye	1
	Ukraine	2
	Viet Nam	2
	Zambie	1
	Zanzibar	1
Zone de libre-échange continentale africaine	1	
<i>Liban (en ligne)</i>	Liban	9
<i>Maroc (1 manifestation sur 2 selon des modalités hybrides)</i>	Afrique de l'Ouest	1
	Monde	1
<i>Mozambique (en présentiel)</i>	Allemagne	1
	Mozambique	1
<i>Nigéria (sur 27 manifestations, 1 selon des modalités hybrides et 2 en ligne)</i>	Afrique de l'Ouest	19
	Allemagne	1
	Belgique	1
	Chine	1
	France	1
	Italie	1
	Malaisie	1
	Nigéria	2
<i>Ouzbékistan (en présentiel)</i>	Ouzbékistan	1
<i>Pakistan (en présentiel)</i>	Monde	1

<i>Lieu</i>	<i>Pays, région ou zone concerné(e)</i>	<i>Nombre de présentations</i>
Qatar <i>(en présentiel)</i>	Pays arabes	2
	Qatar	1
République de Corée <i>(3 manifestations sur 14 selon des modalités hybrides)</i>	Chine	1
	Indonésie	1
	Malaisie	1
	Pérou	1
	République de Corée	1
	Viet Nam	1
	Monde	7
Sao Tomé-et-Principe <i>(en présentiel)</i>	Sao Tomé-et-Principe	1
Somalie <i>(en présentiel)</i>	Allemagne	1
	Autriche	1
	Kenya	1
	Pologne	1
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1
	Somalie	1
Tchad <i>(en présentiel)</i>	Tchad	1
Türkiye <i>(en présentiel)</i>	Pays arabes	1
Total		274

APPENDICE I
REPRÉSENTATION HORS SIÈGE
 Au 31 décembre 2024

	<i>DIR</i>	<i>RO_BSR</i>	<i>RO_BP</i>	<i>P4</i>	<i>RPO</i>	<i>AN</i>	<i>AN_DIR</i>	<i>ASG</i>	<i>AA</i>	<i>Total</i>
AFRIQUE										
Afrique du Sud		1				1		2		4
Burkina Faso*										–
Cameroun		1						2		3
Côte d'Ivoire			1			1		2		4
Éthiopie*						1		2		3
Ghana								1		1
Guinée					1			1		2
Kenya			1			1		1		3
Madagascar					1			1		2
Mali*					1					1
Mozambique					1	1				2
Nigéria*						2		3		5
Ouganda					1					1
République démocratique du Congo					1			2		3
République-Unie de Tanzanie			1					2		3
Rwanda*					1					1
Sénégal*								2		2
Sierra Leone					1			1		2
Zimbabwe*					1					1
TOTAL	–	2	3	–	9	7	–	22	–	43
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES										
Barbade (centre mondial des petits États insulaires en développement ONUDI- Barbade)	1									1
Bolivie (État plurinational de)*										–
Brésil					1			1		2
Colombie		1						2		3
Équateur					1					1
Mexique		1				1		3		5
Nicaragua					1					1
Uruguay		1						1		2
TOTAL	1	3	–	–	3	1	–	7	–	15
ASIE ET PACIFIQUE										
Afghanistan										–
Bangladesh					1					1
Cambodge					1					1
Chine*		1						3		4

Inde	1							2	3
Indonésie*		1						2	3
Iran (République islamique d')								2	2
Pakistan					1			2	3
Philippines					1			2	3
République démocratique populaire lao*									–
Thaïlande		1				1		3	5
Viet Nam					1			1	2
TOTAL	1	3	–	–	5	1	–	17	– 27
EUROPE ET ASIE CENTRALE**									
Arménie					1				1
Kirghizistan*									–
Türkiye						1		1	2
TOTAL	–	–	–	–	1	1	–	1	– 3
PAYS ARABES									
Algérie					1			2	3
Égypte*		1						2	3
Jordanie*					1				1
Liban			1						1
Maroc					1			2	3
Soudan					1			2	3
Tunisie					1			1	2
TOTAL	–	1	1	–	5	–	–	9	– 16
TOTAL GÉNÉRAL	2	9	4	–	23	10	–	56	– 104

* Recrutement en cours.

** De nouveaux bureaux hors Siège de l'ONUDI doivent être établis en Albanie et en Roumanie, ainsi qu'un bureau de programme en Ukraine, en application de la circulaire DGB/2024/07.

	<i>C</i>	<i>EPIC</i>	<i>SPI</i>	<i>EPI</i>	<i>AN</i>	<i>EAPI</i>	<i>ASG</i>	<i>Total</i>
Bureaux de promotion des investissements et de la technologie								
Allemagne (Berlin)	1	0	0	0	0	0	0	1
Allemagne (Bonn)	1	2	0	2	0	1	1	7
Bahreïn (Manama)	1	0	1	0	3	0	3	8
Chine (Beijing)	1	0	0	0	0	0	1	2
Chine (Shanghai)	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie (Rome)	1	1	0	0	0	0	2	4
Japon (Tokyo)	1	2	0	0	1	1	0	5
Nigéria (Lagos)	1	0	0	0	0	0	0	1
République de Corée (Séoul)	0	0	0	0	0	0	0	0

	<i>C</i>	<i>EPIC</i>	<i>SPI</i>	<i>EPI</i>	<i>AN</i>	<i>EAPI</i>	<i>ASG</i>	<i>Total</i>
Centre pour la coopération internationale industrielle								
Fédération de Russie (Moscou)	1	0	0	0	0	0	0	1
Personnel engagé au titre de fonds de coopération technique et/ou d'autres fonds								
TOTAL	8	5	1	2	4	2	7	29

	<i>DIR</i>	<i>RO_BR</i>	<i>RO_BP</i>	<i>P4</i>	<i>RPO</i>	<i>AN</i>	<i>AN_DIR</i>	<i>ASG</i>	<i>AA</i>	<i>Total</i>
Points focaux de l'ONUDI*										
Cuba										1
Sri Lanka										1
Togo										1
Total (points focaux représentant l'ONUDI dans des bureaux hors Siège)										3

*Les points focaux n'étant pas des fonctionnaires titulaires d'engagements de durée déterminée, ils ne font pas partie de l'organigramme du Secrétariat de l'ONUDI (DGB/2024/03).

AA	Administrateur auxiliaire
AN	Administrateur national
AN_DIR	Administrateur national/Directeur
ASG	Agent des services généraux
C	Chef
DIR	Directeur
EAPI	Expert associé de la promotion des investissements
EPI	Expert de la promotion des investissements
EPIC	Expert de la promotion des investissements et Chef adjoint
P4	Administrateur de classe 4
RO_BP	Représentant de l'ONUDI dans un bureau de pays
RO_BR	Représentant de l'ONUDI dans un bureau régional
RO_BSR	Représentant de l'ONUDI dans un bureau sous-régional
RPO	Représentant de pays de l'ONUDI
SPI	Spécialiste de la promotion des investissements

APPENDICE J
VUE D'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'ONUUDI

Tableau 1
Effectifs au 31 décembre 2024 et du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Fonctionnaires	Au 31 décembre 2024	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2024
<i>Fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>		
Fonctionnaires essentiels (série 100)	220	232
Fonctionnaires non essentiels (série 200)	109	130
Total partiel (fonctionnaires recrutés sur le plan international)	329	362
<i>Fonctionnaires recrutés sur le plan local</i>		
Administrateurs recrutés sur le plan national (NO)	42	48
Agents des services généraux (G) (série 100)	290	317
Agents des services généraux (G) engagés pour une période de courte durée (série 300)	37	44
Total partiel (fonctionnaires recrutés sur le plan local)	369	409
Nombre total d'employés ayant le statut de fonctionnaire	698	771
<i>Experts et consultants</i>		
Titulaires de contrats de service individuels recrutés sur le plan international	525	877
Titulaires de contrats de service individuels recrutés sur le plan local	1 061	1 546
Nombre total de titulaires de contrats de service individuels	1 586	2 423
Total des effectifs de l'ONUUDI	2 284	3 194

Tableau 2
Fonctionnaires recrutés sur le plan international par classe,
lieu d'affectation et sexe
au 31 décembre 2024

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de promotion des investissements et de la technologie			Bureaux de liaison ¹			Total général		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
	Fonctionnaires essentiels (série 100 du Règlement du personnel)														
DG					1	1							0	1	1
D-2				2	3	5							2	3	5
D-1		2	2	3	10	13	1		1		1	1	4	13	17
P-5	3	10	13	16	24	40					2	2	19	36	55
P-4			0	26	34	60							26	34	60
P-3				33	34	67	1		1				34	34	68
P-2				6	2	8							6	2	8
P-1				5	1	6							5	1	6
Total partiel (série 100)	3	12	15	91	109	200	2		2		3	3	96	124	220
Fonctionnaires non essentiels (série 200 du Règlement du personnel)															
L-6					4	4	2	3	5				2	7	9
L-5		4	4		6	6		1	1				0	11	11
L-4	1	1	2	3	8	11	1	2	3				5	11	16
L-3	3	2	5	11	17	28		3	3				14	22	36
L-2	1		1	21	13	34			0				22	13	35
L-1		1						1	1				0	2	2
Total partiel (série 200)	5	7	12	35	48	83	3	10	13				43	66	109

¹ Les bureaux de liaison se trouvent à Bruxelles, Genève et New York.

Tableau 3
Fonctionnaires recrutés sur le plan local par classe,
lieu d'affectation et sexe
au 31 décembre 2024

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de promotion des investissements et de la technologie			Bureaux de liaison ¹			Total général		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
Fonctionnaires essentiels (série 100 du Règlement du personnel)															
NO-4	9	13	22				1	1	2				10	14	24
NO-3	4	7	11					1	1				4	8	12
NO-2		1	1				1		1				1	1	2
NO-1	1		1				1	2	3				2	2	4
Total partiel (NO)	14	21	35				3	4	7				17	25	42
Fonctionnaires non essentiels (série 300 du Règlement du personnel)															
G-6	11	3	14	47	24	71	1		1	1		1	60	27	87
G-5	14	1	15	35	33	68	1		1	1		1	51	34	85
G-4	1	6	7	22	30	52	2		2		1	1	25	37	62
G-3		20	20	2	33	35	2	1	3				4	54	58
Total partiel (G)	26	30	56	106	120	226	6	1	7	2	1	3	140	152	292
Fonctionnaires non essentiels (série 300 du Règlement du personnel)															
G-5				5		5							5		5
G-4				16	7	23							16	7	23
G-3				1	6	7							1	6	7
Total partiel (série 300)				22	13	35							22	13	35

¹ Les bureaux de liaison se trouvent à Bruxelles, Genève et New York.

Tableau 4
 Nombre total d'employés ayant le statut de fonctionnaire
 par classe et sexe
 au 31 décembre 2024

	Femmes	Hommes	Femmes (%)	Hommes (%)	Total
DG		1	0,00 %	100,00 %	1
D-2	2	3	40,00 %	60,00 %	5
D-1	3	13	18,75 %	81,25 %	16
P-5	19	37	33,93 %	66,07 %	56
P-4	26	35	42,62 %	57,38 %	61
P-3	33	35	48,53 %	51,47 %	68
P-2	6	2	75,00 %	25,00 %	8
P-1	5	1	83,33 %	16,67 %	6
Total partiel (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur)	94	127	42,53 %	57,47 %	221
G-6	60	27	68,97 %	31,03 %	87
G-5	56	34	62,22 %	37,78 %	90
G-4	41	44	48,24 %	51,76 %	85
G-3	5	60	7,69 %	92,31 %	65
Total partiel (G)	162	165	49,54 %	50,46 %	327
L-6	2	7	22,22 %	77,78 %	9
L-5		11	0,00 %	100,00 %	11
L-4	5	11	31,25 %	68,75 %	16
L-3	14	22	38,89 %	61,11 %	36
L-2	22	13	62,86 %	37,14 %	35
L-1		1	0,00 %	100,00 %	1
Total partiel (L)	43	65	39,81 %	60,19 %	108
NO-4	10	14	41,67 %	58,33 %	24
NO-3	4	8	33,33 %	66,67 %	12
NO-2	1	1	50,00 %	50,00 %	2
NO-1	2	2	50,00 %	50,00 %	4
Total partiel (NO)	17	25	40,48 %	59,52 %	42
Total général	316	382	45,27 %	54,73 %	698

Tableau 5
Experts et consultants titulaires de contrats de service individuels
entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de promotion des investissements et de la technologie			Bureaux de liaison ¹			Total général
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	
Non-fonctionnaires recrutés sur le plan international	92	183	275	137	97	234	4	5	9	5	2	7	525
Non-fonctionnaires recrutés sur le plan local	363	552	915	54	19	73	41	32	73				1 061
Total général	455	735	1 190	191	116	307	45	37	82	5	2	7	1 586
	75,03 %			19,36 %			5,17 %			0,44 %			100 %

¹ Les bureaux de liaison se trouvent à Bruxelles, Genève et New York.

APPENDICE K**PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL**

Situation au 31 décembre 2024

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/ Dirigé	Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
I. Formation et perfectionnement des cadres dirigeants			
Séminaire-retraite du personnel de direction	Dirigé	52	260,00
Accompagnement professionnel individualisé de cadres dirigeants	Dirigé	1	3,00
Accompagnement professionnel individualisé du personnel de direction (Division de la production, des normes de durabilité et du commerce équitables)	Dirigé	3	30,00
Total partiel		56	293,00
II. Mise à niveau des compétences techniques			
Transformer les économies pour un développement durable	En autodidacte	1	30,00
Renforcer le partenariat ONUDI-UE et gérer le changement de paradigme à venir (hybride)	Dirigé	182	728,00
Le cadre intégré de résultats et de performance	En autodidacte	171	171,00
Le cadre d'assurance de la qualité	En autodidacte	147	147,00
Colloque sur la délinquance financière	Dirigé	1	7,00
Activité de cohésion (Groupe de la planification et de l'acquisition des talents)	Dirigé	8	112,00
Formation de base sur la révision du budget dans SAP pour les projets de coopération technique	Dirigé	101	101,00
Formation de groupe pour experts agréés en lutte antifraude	Dirigé	3	84,00
Cours de technique d'accès par câble (niveau 1) (Seilzugangstechnikkurs Niveau vertikal)	Dirigé	1	40,00
Élaboration de projets et évaluation des risques	Dirigé	50	75,00
Égalité des sexes, changements climatiques et énergie durable (séminaire et formation en ligne)	Dirigé	18	108,00
Green Business Expo 2024 (Louxor)	Dirigé	1	30,00
Responsabilité et obligations en matière de sécurité des installations électriques (TÜV Autriche)	Dirigé	1	16,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/ Dirigé	Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
Présentation des principaux enseignements tirés de la formation sur la responsabilité et les obligations en matière de sécurité des installations électriques (TÜV Autriche)	Dirigé	9	13,50
Séminaire annuel destiné aux administrateurs et administratrices auxiliaires finlandais et aux Volontaires des Nations Unies et formation sur la politique de développement et la coopération de la Finlande (partie 2)	Dirigé	1	5,00
Systèmes de climatisation modernes : principes de base du dépannage et de l'entretien	Dirigé	1	7,00
Connaissances de base en électrotechnique (Elektrotechnik Grundlagen Basiswissen)	Dirigé	1	16,00
Formation sur la TVA autrichienne	Dirigé	8	28,00
Session de formation et dossier pratique sur les garanties environnementales et sociales	Dirigé	101	202,00
Réunion sur les bonnes pratiques de fabrication (Groupe des systèmes énergétiques et de la décarbonation industrielle)	Dirigé	6	48,00
Gestion des factures des fournisseurs	Dirigé	4	2,00
L'économie circulaire dans l'industrie	En autodidacte	208	624,00
Série de cours sur les investissements envisagés sous l'angle des questions de genre	En autodidacte	22	66,00
Que faire du sulfure d'hydrogène ?	En autodidacte	16	16,00
Innovations numériques à l'usage des femmes chefs d'entreprise et cadres	En autodidacte	6	6,00
Élaboration et évaluation de projets d'investissement	En autodidacte	38	76,00
Formation aux enquêtes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Dirigé	1	28,00
Formation au Système de protection des documents d'identité de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	Dirigé	3	90,00
Atelier destiné au personnel de direction sur la cartographie des estuaires	Dirigé	27	216,00
Formation à l'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation	En autodidacte	1	20,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/ Dirigé	Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
Table ronde sur la gouvernance numérique	Dirigé	2	2,00
Certificat sur les contrôles informatiques généraux	En autodidacte	1	17,00
Programme de certification sur la gestion prévisionnelle stratégique des besoins en personnel	Dirigé	2	28,00
Formation en négociation de partenariats	Dirigé	1	23,00
Formation sur l'hygiène de l'air	Dirigé	1	17,00
Total partiel		1 145	3 199,50
III. Formation aux technologies de l'information			
Université d'été d'EU CyberNet	Dirigé	1	24,00
DataCamp	En autodidacte	4	100,0
Formation à la cybersécurité de l'ONUDI	En autodidacte	2020	2 525,00
Le mois de la cybersécurité	En autodidacte	309	401,00
Session de formation pour les personnes utilisant FIORI à titre expérimental	Dirigé	19	19,00
Total partiel		2 353	3 069,00
IV. Mise à niveau des compétences générales			
Créer un lieu de travail inclusif pour les collègues en situation de handicap	Dirigé	2	4,00
Accélérer les changements en profondeur par une prise en compte effective des questions de genre	Dirigé	9	27,00
Créer un lieu de travail inclusif pour les parents et les aidantes et aidants d'enfants en situation de handicap	Dirigé	3	3,00
Le jeudi des conseils en matière de carrière	Dirigé	283	283,00
Combattre le racisme	Dirigé	22	22,00
Tolérance zéro envers l'inaction face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles	Dirigé	145	217,50
Santé mentale au travail : parlons des initiatives de soutien aux familles mises en œuvre dans le système des Nations Unies	Dirigé	4	4,00
Programme de mentorat	Dirigé	27	40,50
Formation aux questions de genre (Division de la gestion des ressources humaines)	Dirigé	19	152,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/ Dirigé	Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
Accélérer les changements en profondeur par une prise en compte effective des questions de genre au niveau institutionnel	Dirigé	52	182,00
Accélérer les changements en profondeur par une prise en compte effective des questions de genre au niveau des programmes	Dirigé	27	283,50
Atténuer les préjugés inconscients	Dirigé	57	114,00
Intégration des personnes LGBTQI+	Dirigé	6	12,00
La communication interculturelle	Dirigé	54	104,00
Introduction à la méditation de pleine conscience	Dirigé	16	64,00
Activité de cohésion (Groupe de la technologie climatique)	Dirigé	22	88,00
Mini-atelier de formation sur les questions de genre	Dirigé	17	59,50
Ateliers destinés à l'équipe électromécanique de la Division des services de gestion des installations	Dirigé	5	37,50
Atelier destiné au Directeur général et à son Chef de Cabinet	Dirigé	11	44,00
Sensibilisation à l'inclusion du handicap	Dirigé	6	12,00
Quatrième masterclasse avec Ross Thornley : Renforcer la solidarité et la cohésion des équipes dans des environnements soumis à une forte pression	Dirigé	26	52,00
Donner des moyens d'agir aux témoins actifs	Dirigé	86	129,00
Stimuler votre motivation	Dirigé	51	102,00
Déontologie et intégrité	En autodidacte	78	156,00
Prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles	En autodidacte	38	38,00
Le retour d'information, la clé pour stimuler les performances d'une équipe	Dirigé	30	150,00
Total partiel		1 079	2 321,00
V. Bien-être du personnel			
Sensibilisation aux questions de sécurité (BSAFE)	En autodidacte	239	478,00
Formations Sécurité et sûreté en mission, IFAK (premiers secours) et ETB	Dirigé	149	2 682,00
Total partiel		388	3 160,00

Catégorie/Module d'apprentissage	En autodidacte/ Dirigé	Nombre total de personnes participantes	Nombre total d'heures d'apprentissage
VI. Formation linguistique			
Cours de langue d'Inlingua (AIEA)	Dirigé	103	3 078,00
Cours de langue de l'ONU-ONUDC	Dirigé	31	1 488,00
Université d'été en Chine	Dirigé	1	60,00
Total partiel		135	4 626,00
VIII. Plateformes d'apprentissage en ligne			
The Blue Line, plateforme d'apprentissage de l'École des cadres du système des Nations Unies [propose notamment la certification approfondie sur les fonctions de direction et de gestion (Extended E-Certificate in Leadership and Management)]	En autodidacte	150	270,0
LinkedIn Learning	En autodidacte	315	697,00
Total partiel		465	967,00
TOTAL GÉNÉRAL		5 621	17 635,50

APPENDICE L

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

<i>Publications statistiques</i>	<i>Description</i>
International Yearbook of Industrial Statistics 2024 (Annuaire international de statistiques industrielles 2024)	<p>Ce rapport est la principale publication statistique de l'ONUUDI. Il met en lumière les tendances actuelles résultant des diverses crises et passe en revue les répercussions de ces crises sur certaines régions et certains secteurs, en mettant l'accent à la fois sur les difficultés qu'elles ont fait surgir et sur la résilience qu'elles ont suscitée. Cette publication analyse également les tendances relatives au commerce et à la compétitivité ainsi que d'autres tendances qui caractérisent le paysage industriel. Pour son trentième anniversaire, cette édition comporte un chapitre thématique spécial sur les tendances à long terme du développement industriel et leurs incidences du point de vue de l'action à mener. Ces tendances de fond représentent des changements importants, tels que le rééquilibrage du poids de l'industrie manufacturière à l'échelle mondiale, l'essor des industries de haute technologie, la dissociation entre l'industrie manufacturière et les émissions de gaz à effet de serre, l'évolution de la structure de l'emploi et la persistance des disparités de genre dans le secteur industriel. On trouve l'annuaire à l'adresse :</p> <p>https://stat.unido.org/publications/international-yearbook-industrial-statistics-2024</p>
World Manufacturing Production (Production manufacturière mondiale) – Statistiques trimestrielles (quatrième trimestre de 2023 et premier, deuxième et troisième trimestres de 2024)	<p>Ce rapport trimestriel fournit des statistiques sur les tendances actuelles de l'industrie mondiale et en présente une brève analyse. Il s'appuie sur les indices de la production industrielle de chaque pays. On le trouve à l'adresse :</p> <p>https://stat.unido.org/publications/qiip</p>
World Manufacturing Production (Production manufacturière mondiale) – Infographies mensuelles (octobre à décembre 2023 et janvier à septembre 2024)	<p>Cette synthèse mensuelle fournit des statistiques sur les tendances actuelles de l'industrie mondiale. Elle s'appuie sur les indices mensuels de la production industrielle. On la trouve à l'adresse :</p> <p>https://stat.unido.org/publications/miip</p>
Notes méthodologiques sur la production manufacturière mondiale et la correction des variations saisonnières de l'indice de la production industrielle (IIP)	<p>Ces notes méthodologiques contiennent des précisions sur les solides méthodes employées dans le cadre de la publication des susdits rapports trimestriels et infographies mensuelles rendant compte des tendances actuelles de la croissance de la production manufacturière mondiale. On les trouve à l'adresse :</p> <p>https://stat.unido.org/publications/world-manufacturing-production-methodological-note https://stat.unido.org/publications/seasonal-adjustment-iip-methodological-note</p>

<i>Publications statistiques</i>	<i>Description</i>
Country classification (Classement des pays)	<p>Ce document décrit la méthode employée par l'ONUDI pour classer les pays en fonction de leur stade de développement industriel. Il présente également les groupes de pays qui en résultent et auxquels il est fait référence dans tous les produits statistiques de l'ONUDI publiés à partir de 2024, y compris dans les bases de données statistiques et l'International Yearbook of Industrial Statistics 2024. On le trouve à l'adresse :</p> <p>https://stat.unido.org/publications/country-classification</p>
Éditions 2024 des bases de statistiques industrielles de l'ONUDI (INDSTAT)	<p>Ces produits statistiques numériques réunissent des statistiques industrielles essentielles couvrant les catégories les plus détaillées des classifications harmonisées sur le plan international, telle que la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). Leurs interfaces conviviales facilitent le référencement des métadonnées ainsi que la recherche, l'exportation et l'exploitation des données. On les trouve à l'adresse :</p> <p>https://stat.unido.org/</p>
Base INDSTAT couvrant les sous-catégories de la CITI (troisième et quatrième versions révisées)	<p>Ces bases de données contiennent des données – ventilées en fonction de variables sélectionnées – relatives aux secteurs de l'industrie extractive, de la production manufacturière et des services collectifs de distribution. L'ancienne base MINSTAT, qui consignait des statistiques relatives à l'industrie extractive et aux services collectifs de distribution, a été intégrée à la base INDSTAT en 2024 afin d'améliorer l'accessibilité des données pour les utilisateurs et utilisatrices. La base INDSTAT est la seule à permettre une analyse approfondie de l'évolution structurelle des économies au fil du temps. Ses données sont réparties dans les sous-catégories de la CITI : elles couvrent trois sections, 30 divisions, 75 groupes et 127 classes de la troisième version révisée, et quatre sections, 34 divisions, 90 groupes et 137 classes de la quatrième version révisée. La troisième version révisée fournit des données remontant à 1963 au niveau des divisions, complétées par des informations remontant à 1990 au niveau des groupes et des classes (plus détaillées). Les données de la quatrième version révisée couvrent la période allant de 2005 à la dernière année disponible.</p>
Base de données sur l'équilibre entre l'offre et la demande industrielles (ISDB), couvrant les classes à 4 chiffres de la CITI	<p>Cette base de données contient des données sur la production et sur les activités liées au commerce – importations, exportations et consommation apparente. Ses données sont rangées au niveau des classes de la CITI (troisième et quatrième versions révisées) concernant le secteur manufacturier, soit 127 catégories d'activités manufacturières pour la troisième version révisée et 137 pour la quatrième version révisée.</p>
Base de données sur les échanges de produits manufacturés	<p>Cette base de données contient des données agrégées au niveau des pays, des régions et des groupes de pays concernant des variables relatives aux échanges de produits manufacturés. Elle permet d'extraire des données pour une période définie – située entre 1995 et l'année la plus récente disponible –, exprimées en dollars des États-Unis courants.</p>

<i>Publications statistiques</i>	<i>Description</i>
Base de données des comptes nationaux	Cette base de données contient des données agrégées au niveau des pays, des régions et des groupes de pays concernant plusieurs indicateurs des comptes nationaux liés à l'activité industrielle. Elle permet d'extraire des données pour une période définie – située entre 1990 et l'année la plus récente disponible –, exprimées en dollars des États-Unis courants ou constants.
Base de données sur la performance compétitive de l'industrie (CIP)	Cette base de données présente l'indice de la performance compétitive de l'industrie et les indicateurs qui s'y rapportent, par pays. Cet indice permet d'établir un classement d'environ 150 pays et économies en fonction de leurs résultats, à partir d'un ensemble d'indicateurs destinés à évaluer leur capacité à produire et à exporter des biens manufacturés de manière compétitive.
Indice trimestriel et mensuel de la production industrielle (IIP) couvrant les classes à 2 chiffres de la CITI (quatrième version révisée)	Ces bases de données présentent l'indice de la production industrielle, qui mesure la production brute en valeur réelle, abstraction faite de la fluctuation des prix. Elles permettent de suivre les tendances les plus récentes de l'activité industrielle et couvrent les classes à 2 chiffres de la CITI (quatrième version révisée).
Plateforme de données sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9 (SDG 9)	Cette base de données contient des données sur les indicateurs de l'objectif 9 relatifs à l'industrie, dont l'ONUDI est responsable de la réalisation. On la trouve à l'adresse : https://stat.unido.org/analytical-tools/sdg?tab=charts&country=040
Outils d'analyse	Cette plateforme de données statistiques et de visuels offre une vue d'ensemble sur les profils de pays, les tendances les plus récentes de la production industrielle et la performance compétitive de l'industrie. On la trouve à l'adresse : https://stat.unido.org/analytical-tools

APPENDICE M

BUDGÉTISATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS INDICATEURS DE RÉSULTATS¹

Au 10 février 2025

RÉSULTAT 1. POLITIQUES ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE ET DE RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022²</i>	<i>Résultat pour 2023²</i>	<i>Résultat pour 2024³</i>
CPO.1 : Forums mondiaux, ateliers, réunions de groupes d'experts et manifestations parallèles organisés	976	937	1 178
CPO.2 : Mécanismes interinstitutions des Nations Unies auxquels l'ONU DI a participé	83	91	67
CPO.3 : Réseaux et plateformes de dimension internationale dont l'ONU DI assure les fonctions de secrétariat	34	27	57
NOO.1 : Activités normatives auxquelles l'ONU DI a participé	101	153	71
PAO.1 : Stratégies industrielles et documents d'orientation sur l'industrie établis	154	215	189
PAO.2 : Analyses et études statistiques publiées	262	365	397
POL.1 : Politiques nouvelles ou révisées adoptées par les décisionnaires	55	67	94
POL.2 : Nouvelles normes adoptées ou appliquées	30	45	23
POL.3 : Lignes directrices adoptées par les acteurs concernés	288	276	269
POR.7 : Nombre d'équipes de pays des Nations Unies auxquelles l'ONU DI a participé	103	110	120

RÉSULTAT 2. ÉCOSYSTÈMES INDUSTRIELS FAVORABLES

Remarque : Les « acteurs » mentionnés dans le résultat 2 désignent des institutions publiques et privées intermédiaires.

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022²</i>	<i>Résultat pour 2023²</i>	<i>Résultat pour 2024³</i>
BUS.2 : Acteurs mettant au point de nouveaux produits	73	113	75
GOV.1 : Institutions créées ou renforcées	385	642	967
GOV.2 : Acteurs évoluant dans des environnements plus collaboratifs	416	1 394	3 245
INV.1 : Propositions prêtes à être présentées à des investisseurs élaborées	15	18	81
INV.2 : Projets ou entreprises ayant bénéficié d'un financement	46	64	28
INV.3 : Nouveaux investissements levés (en dollars É.-U.)	866 431 164	320 590 115	124 919 363
KASA.2 : Acteurs ayant acquis des compétences ou des capacités	711	1 782	6 947
TEC.1 : Nouvelles technologies mises au point ou adaptées	18	23	18

RÉSULTAT 3. ENTREPRISES INNOVANTES, INCLUSIVES ET DURABLES

Remarque : Les « acteurs » mentionnés dans le résultat 3 désignent les entreprises, y compris les entreprises unipersonnelles.

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022²</i>	<i>Résultat pour 2023²</i>	<i>Résultat pour 2024³</i>
BUS.1 : Entreprises ayant amélioré leurs pratiques de gestion	6 057	13 494	7 857
BUS.2 : Acteurs mettant au point de nouveaux produits	1 353	724	981
BUS.3 : Start-up créées	650	617	1 223
INV.1 : Propositions prêtes à être présentées à des investisseurs élaborées	2 129	1 479	1 140
INV.2 : Projets ou entreprises ayant bénéficié d'un financement	212	216	430
INV.3 : Nouveaux investissements levés (en dollars É.-U.)	40 840 593	24 533 414	428 135 822
KASA.2 : Acteurs ayant acquis des compétences et des capacités (entreprises)	16 932	8 096	5 212
KASA.2 : Acteurs ayant acquis des compétences et des capacités (individus)	55 526	50 654	58 215
TEC.1 : Nouvelles technologies mises au point ou adaptées	226	300	256
TEC.2 : Nombre de pays ayant adopté de nouvelles technologies	29	36	717
TEC.3 : Nouvelles technologies adoptées	443	2 468	1 879

RÉSULTAT 4. GESTION STRATÉGIQUE EFFICACE AXÉE SUR LES RÉSULTATS

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022²</i>	<i>Résultat pour 2023²</i>	<i>Résultat pour 2024³</i>
CPO.4 : Nombre d'interventions ou de programmes conjoints menés avec des entités des Nations Unies	170	237	194
CPO.5 : Nombre d'interventions (projets/programmes) menées en partenariat avec des organismes n'appartenant pas au système des Nations Unies	107	121	91
EIO.1 : Pourcentage de plans d'action en matière de gestion ou de recommandations issues des audits internes et des évaluations mis en œuvre dans les délais	68	55	54
POR.2 : Ventilation des nouveaux descriptifs de programme/projet satisfaisant aux critères de qualité lors de leur évaluation	54	61	30
POR. 3 : Nombre de projets, programmes de pays et PCP en cours	708	703	810
POR.4 : Pourcentage de programmes/projets dont la qualité a été jugée satisfaisante à leur achèvement ⁴	Non disponible cette année	66	Non disponible cette année

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022²</i>	<i>Résultat pour 2023²</i>	<i>Résultat pour 2024³</i>
POR.5a : Pourcentage de programmes/projets, par catégorie définie dans le marqueur de genre	41	53	69
POR.6 : Transparence (selon les critères de l'IITA)	65	58	75

RÉSULTAT 5. EXCELLENCE DES SERVICES ET OPÉRATIONS INTERNES

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultat pour 2022²</i>	<i>Résultat pour 2023²</i>	<i>Résultat pour 2024³</i>
EXP.1 : Taux d'utilisation des ressources financières du budget ordinaire	64	98	80
EXP.2.1 : Activités de coopération technique : dépenses (en millions de dollars É.-U.)	180	226	291
FIN.1 : Ressources financières ordinaires : montant total du budget global approuvé	59	93	80
FIN.2 : Contributions volontaires : montant net approuvé (en millions de dollars É.-U.)	201	232	350
FIN.3.a : Dépenses d'appui aux programmes recouvrées (%)	10	11	9
FIN.3 : Dépenses d'appui aux programmes recouvrées (en millions d'euros par an)	20	23	25
HRM.1.1 : Composition du personnel de l'ONUDI : composition du personnel essentiel par catégorie ⁵	571	536	
HR.1 : HR.1 : Composition et diversité du personnel de l'ONUDI : cibles annuelles en matière de parité des sexes (% de personnel féminin par classe) ⁵			D2 : 40 % D1/L6 : 23 % P5/L5 : 29 % P4/L4 : 41 % P3/L3 : 46 % P2/L2 : 65 % P1/L2 : 63 % NO : 40 %
HRM.2.1 : Taux de diversité géographique du personnel essentiel	59	56	57
HRM.2.2 : Taux de diversité géographique de l'ensemble du personnel de l'ONUDI	81	80	80
OPM.1 : Délais d'approvisionnement	100	100	72
OPM.3 : Efficacité opérationnelle de l'informatique	99	94	71

¹ Ces données et informations ont servi de base aux infographies qualitatives présentées dans le *Rapport annuel 2024*.

² Les résultats pour 2022 et 2023 sont à comparer aux cibles fixées dans le programme et les budgets 2022-2023.

³ Les résultats pour 2024 sont à comparer aux cibles fixées dans le programme et les budgets 2024-2025.

⁴ La valeur obtenue pour l'exercice biennal sera communiquée la seconde année de l'exercice biennal.

⁵ Les résultats de 2022-2023 et de 2024 ne sont pas comparables car la définition de l'indicateur a été révisée en 2024.